

AGRICULTURE :
entre
**CONSOMMATION
DISTRIBUTION &
INNOVATION, quelle
RÉVOLUTION ?**

Colloque du 4 septembre
2018



L'agriculture est soumise à des transformations multiples allant des accords internationaux, de la modification de la politique agricole commune de l'Union européenne, en passant par l'évolution et les pressions liées aux logiques de distribution, jusqu'à la revendication sociale d'une demande de produits « propres », sains, écologiquement responsables, de circuits courts et de proximité.

Cette réalité conduit la profession, qui fait d'ailleurs face aux évolutions climatiques, à être prise en étau entre ces différentes contraintes, autant institutionnelles qu'économiques ou encore sociales.

Cette situation propulse le monde agricole dans une crise structurelle comprise entre la réalité des modes et modèles de production, l'immédiateté des attentes sociales et la pression économique des marchés, l'incertitude de production.

Ces différentes réalités, et les constats qui en découlent, ont conduit le CESER à s'emparer de cette question et, ainsi, à prolonger le travail qu'il a abordé en 2013 et en 2015 sur les questions de consommation et de proximité, de mutations et de contrats de confiance.

A l'occasion de la 72^e Foire de Châlons, le CESER Grand Est a donc invité les différents acteurs à débattre sur les questions de consommation, les enjeux de l'innovation et du développement durable, et sur les problématiques de la distribution auxquels se confronte l'agriculture aujourd'hui, tout en préparant demain...

Lancement du colloque avec la présentation de Mond'Alim 2030

Bruno Hérault - Chef du Centre d'études et de prospective du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

1^{ère} table ronde : Agriculture-S : quelles réalités, quels défis ?

Les conduites alimentaires | Les circuits de distribution / consommation | Les modèles alternatifs

- Bruno Hérault, Centre d'études et de prospective du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
- Agnès-Christine Tomas-Lacoste, Directrice générale de l'Institut National de la Consommation
- Maximin Charpentier, Président de la Chambre d'agriculture de la Marne

2^{ème} table ronde : Agriculture-S : quelles innovations, quels enjeux ?

Les enjeux et l'innovation | Le rôle et le statut des acteurs | Un modèle de gouvernance en mutation

- Dominique Potier, député de Meurthe-et-Moselle
- Alain Herbinet, Président de la Société Coopérative d'Arcis-sur-Aube
- Katia Vannier, Déléguée générale Grand Est Numérique
- Benoît Hureau, Président de CERFrance Grand Est

Parole au Grand témoin

Monsieur le Ministre de l'agriculture de Wallonie, René Collin

Clôture

Monsieur le Président du Conseil régional, Jean Rottner

Les débats étaient animés par Bruno ROGOWSKI

BONUS VIDEO

En amont de ce colloque, notre partenaire Acteurs publics a organisé une émission spéciale sur ce sujet « quelle stratégie pour les acteurs de l'agriculture ? » diffusée en juillet 2018 :

« *“Entre consommation, distribution et innovation, quelle révolution pour l'agriculture ?” C'est l'enjeu de cette émission spéciale organisée en partenariat avec le Conseil économique, social et environnemental régional du Grand Est, qui consacre son grand colloque annuel au sujet, le 4 septembre, à l'occasion de la foire de Châlons-en-Champagne. Un échange très riche où il est question de dialogue, de laboratoire d'idées, d'acteurs locaux en première ligne pour porter le changement... Les 4 invités : **Patrick Tassin**, président du Ceser du Grand Est, **Agnès-Christine Tomas-Lacoste**, directrice de l'Institut national de la consommation, **Nicolas Chabanne**, fondateur du label “Gueules cassées” et du collectif C'est qui le patron ?!, **Étienne Gangneron**, vice-président de la FNSEA.* »



Cliquer sur l'image pour consulter l'émission

Pour compléter cette synthèse et retrouver les points de vue de différents intervenants, le CESER met à votre disposition un reportage vidéo réalisé à l'issue de cet événement, avec notamment les interventions de Dominique Potier, René Collin et Jean Rottner.



Cliquer sur l'image pour visionner le reportage

Introduction

Patrick TASSIN

Président du CESER Grand Est



Monsieur le Ministre, Monsieur le Président du Conseil régional, représenté pour l'heure par Philippe Mangin, Mesdames et Messieurs les Présidents, Mesdames et Messieurs les parlementaires, Mesdames et Messieurs les élus, Mesdames et Messieurs les Directeurs des services de l'Etat et de la Région, chers collègues du CESER du Grand Est, Mesdames, Messieurs, je vous remercie d'avoir répondu à notre invitation. Je remercie également l'équipe du CESER et l'équipe de cette foire, dont son Commissaire général, et nos deux partenaires Acteurs publiques et CERFRANCE, pour l'organisation de ce colloque.

Bienvenus dans cette 72^e foire, première foire agricole de province. Il s'agit d'un événement très populaire, incontournable dans le Grand Est. Elle sera le théâtre privilégié de nos échanges, consacrés aux transformations, voire à la révolution de l'agriculture, en lien avec la consommation, la distribution et les innovations sociales et sociétales. Cette foire est le carrefour, dans notre région, des mondes économiques, politiques, institutionnels de la société civile de la région et au-delà. Nous tenons ce colloque ici, quelques semaines après la tenue du forum international de l'agriculture dans le cadre de planète A.

Ce colloque débutera par la présentation de Mond'Alim 2030, apportant un regard prospectif sur la mondialisation des systèmes alimentaires. Une table ronde sera consacrée aux réalités et défis des modèles agricoles, qui ont fait l'objet d'un colloque du CESER, il y a deux ans. Une deuxième table ronde se penchera sur les enjeux et les innovations.

Monsieur René Collin, je tiens particulièrement à vous remercier pour votre présence en tant que grand témoin lors de ce colloque. Vous nous apporterez votre regard à la fin de nos échanges. Le Président de la Région Grand Est viendra conclure notre événement.

Le CESER est composé d'acteurs de la région. Son ambition est de faire vivre le débat et d'irriguer le territoire d'idées neuves relatives aux grands défis que nous connaissons. Nous apportons la contribution de la société civile organisée à la prise de décision régionale. Nous participons aussi à des débats nationaux, comme la COP 21. Le 10 juillet dernier, nous avons également organisé un débat, sollicité par le gouvernement, sur l'avenir de l'Europe.

La région Grand Est occupe une place particulière au regard de ces enjeux. Ses espaces, son climat en font l'une des premières régions agricoles de France. 54 % de sa surface est agricole. 5 % de sa population active travaille dans l'agriculture et l'alimentaire.

Le thème de ce jour dépasse les frontières du Grand Est, puisqu'il constitue un sujet également européen et mondial.

D'ailleurs, l'industrie agroalimentaire constitue le premier secteur industriel de la région, pourtant reconnue également pour l'importance de son industrie métallurgique, automobile et pharmaceutique. Cette région est bordée de frontières avec quatre pays européens, ce qui lui confère un rôle important dans l'avenir de la Politique agricole commune au sein de l'Union européenne.

Nos territoires n'échappent pas aux difficultés que vit actuellement le monde agricole. En quarante ans, dans le Grand Est, le nombre d'exploitations a été divisé par deux, avec de fortes concentrations. Les capacités financières de nombre de producteurs ne leur permettent souvent pas de s'adapter et de résister à une conjoncture défavorable en attendant une éventuelle embellie. Dans un contexte d'inflation faible, les producteurs subissent une pression importante sur les prix, comme chacun sait, notamment de la part du secteur de la grande distribution – qui ne sera, hélas, pas représenté aujourd'hui –, mais aussi de l'agroalimentaire. Par ailleurs, la baisse tendancielle, d'ailleurs assez logique, de la consommation de viande, n'arrange pas la situation des éleveurs, alors que la production massive a été privilégiée depuis plusieurs décennies, avec des conséquences sur la qualité et sur les prix, qui se sont tassés.

La perspective de libéralisation de la Politique agricole commune en 2021, liée à la réduction de son budget d'environ 15 %, suscite de nombreuses inquiétudes. De plus, nous l'avons encore constaté cette année, les fortes chaleurs, la faible pluviométrie et les aléas climatiques amenés à s'aggraver n'amélioreront pas la situation. Le développement des modèles agricoles, la mise en place de la Politique agricole commune ont constitué d'indéniables réussites lors de ces dernières décennies. Ils ont notamment permis la pleine satisfaction des besoins alimentaires depuis la fin des années 1940.

Parallèlement à ces évolutions, des aspirations nouvelles voient le jour quant à l'exigence de sécurité alimentaire, de qualité des produits consommés. Les scandales alimentaires successifs ont engendré une crise de confiance des consommateurs, qui réclament plus de qualité. Même si une majorité d'entre eux continuent à acheter à bas prix, les Français sont de plus en plus nombreux à y regarder à deux fois lors de l'acte d'achat. Ils sont également de plus en plus nombreux à faire d'autres choix que ceux auxquels ils ont été incités ces dernières décennies par des stratégies éminemment commerciales.

Selon une récente étude réalisée en France, la population plébiscite une agriculture plus respectueuse de l'environnement et de la santé. 69 % des personnes sondées se disent prêtes à payer plus cher pour leur alimentation si cela permet de mieux rémunérer les agriculteurs. Elles sont 62 % à consommer des produits biologiques et 89 % à vouloir être informées de la présence de pesticides dans leurs aliments. 81 % d'entre elles se disent favorables à l'interdiction du glyphosate.

En 2016, la consommation de produits équitables a bondi de 42,8 % et celle de produits biologiques, de 21,7 %. Entre le « *produire plus et pas cher* » de l'après-guerre et le « *produire mieux et durable* » d'aujourd'hui, l'agriculture est à la croisée des chemins.

Comment produire une alimentation saine mais suffisante ? Comment réduire notre dépendance aux énergies fossiles et contribuer à leur substitution ? Comment l'agriculture doit-elle contribuer à l'atténuation des gaz à effet de serre et lutter contre les changements climatiques et leurs impacts, déjà présents ? Comment préserver les ressources et facteurs de production naturelle que sont l'eau, les sols, la biodiversité ? Comment contribuer à la préservation de la qualité de l'air et réduire les risques pour la santé des travailleurs agricoles ?

Oui, une « révolution » est en cours, dont nous voyons déjà les prémices. Cette forte transition ne sera possible qu'en identifiant les leviers à actionner et en les traduisant en innovations à développer.

La transition agricole est une question individuelle pour chaque agriculteur, mais elle est aussi collective et sociétale. Au-delà de la production de ressources, toute la chaîne de valeur doit être mobilisée, de la production à la consommation en passant par la transformation et le maillon si controversé – sans doute à juste titre – de la distribution.

La question que pose notre colloque, est la suivante : sommes-nous collectivement prêts à déclencher cette révolution agricole et à en faire un levier pour notre région ?

Sur ce, je laisse le soin à Bruno Rogowski de présenter les intervenants et d'animer nos échanges. Je vous souhaite un débat riche et constructif.



Bruno ROGOWSKI

Merci, Monsieur le Président.

Le CESER a souhaité vous proposer une entrée en matière susceptible de nourrir nos réflexions. Il s'agit de la présentation de Mond'Alim 2030, panorama prospectif sur la mondialisation des systèmes alimentaires, mené en 2017 par le Centre d'études et de prospective du Ministère de l'agriculture et de l'alimentation. Bruno HÉRAULT, qui dirige ce centre d'études, nous en présente les enseignements.



Bruno HÉRAULT, Chef du Centre d'Études et de prospective du
Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation



Merci de m'avoir invité à présenter ce document édité à la Documentation française en 2017. Il a demandé deux années de travail, l'une avec un groupe de 30 à 35 experts, qui nous ont aidés à identifier les tendances les plus fondamentales ; l'autre consacrée à la rédaction.

« Quand je me regarde, je me désole, quand je me compare, je me console ». En termes d'alimentation, il existe des tendances internationales, mondiales, puissantes, structurantes, qu'il faut avoir en tête pour éviter les fausses questions et les mauvaises réponses.

Loin de celle, trop souvent utilisée dans le discours journalistique, d'un Etat, d'un stock de réalités, d'une photographie, la mondialisation alimentaire est dynamique, n'arrête jamais. Pourquoi l'agriculture et l'alimentation sont-elles saisies par ces grandes tendances internationales et mondiales ?

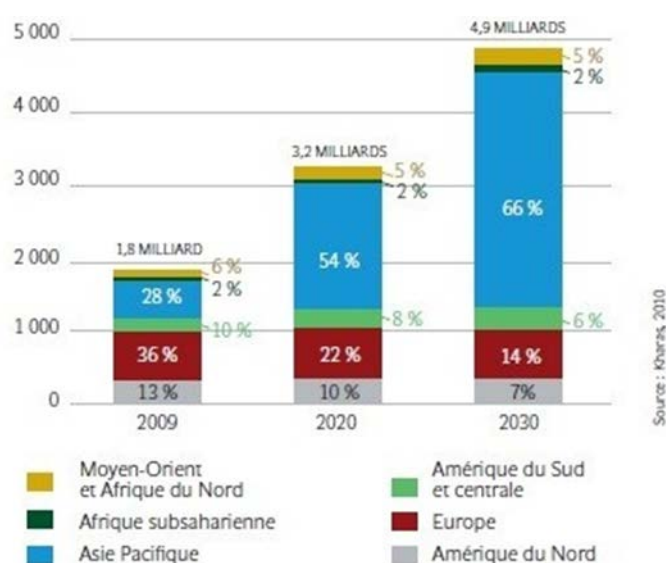
Etudier les systèmes alimentaires nous permettait de ne pas prêter attention à la seule production. Partant de Malassis, Rastoin, Ghersi, nous notons qu'à la politique d'offre héritée de l'après-guerre, « *Nous produisons ; vous mangerez bien ce que nous aurons produit* », a succédé le « *je veux manger ça tout de suite, ici et pour pas cher. Si tu ne me l'offres pas, j'irai le chercher ailleurs* ». Le rééquilibrage, les régulations différentes des systèmes politiques et alimentaires méritaient d'être étudiés.

Nous n'avons pas créé de scénario, de futurs possibles, mais avons tenté de dessiner ce qui pourrait survenir dans quinze à vingt ans si nous prolongeons, toutes choses égales par ailleurs, les tendances les plus fiables constatées aujourd'hui. Un chapitre final reprend les aléas potentiels – changement climatique, zoonose, populisme, nouvelles géostratégies – susceptibles de nous donner tort.

La mondialisation n'est pas seulement une internationalisation poussée, approfondie. C'est la tendance à créer une société de pertinence et de cohérence mondiale où il demeure de formidables inégalités, mais où l'on a créé un vaste circuit court mondial.

Quelles que soient les longitudes et les latitudes, ces couches moyennes consommatrices urbanisées moyennes qui changent de mode de vie pour un rythme de ville tirent avec elles une nouvelle alimentation. Nous faisons le pari de les examiner pour prédire les quinze à vingt prochaines années. Nous avons mis en lumière que partout, de plus en plus, on mange comme on vit.

Je présenterai les six chapitres chronologiquement. Volontairement, nous sommes partis des demandeurs, des mangeurs. Les modélisateurs, les prescripteurs en matière d'alimentation, sont des couches moyennes urbaines ascendantes métropolisées, féminisées, qui subissent l'exode rural, qui essaient d'accéder à l'Etat Providence, à un système d'éducation, qui font moins d'enfants.



Les couches moyennes : nombre d'individus par grandes régions, en 2009, 2020 et 2030

Autrefois, les sociétés pauvres ou très rurales recherchaient deux grands enjeux : la reproduction sexuelle et la reproduction alimentaire. D'un point de vue anthropologique, l'alimentation faisait la société en fabriquant des systèmes de croyance, de régulation sociale. Aujourd'hui, la société fait l'alimentation.

Les jeunes générations nous disent : « *Manger, aujourd'hui, ne coûte pas cher, peut se faire à tout moment. Je m'en sortirai avec 10 à 15 euros en mangeant bien aujourd'hui, mal demain* ». De plus en plus, l'alimentation accompagne les modes de vie. Intercalaire, interstitielle, elle prend sa place après les activités de mobilité, de convivialité, de connectivité.

L'alimentation prend de la valeur sociale et culturelle mais perd en valeur économique. Partout où se vérifient les tendances que j'ai citées, nous avons repéré des problématiques de raccourcissement des temps de repas, de suppression d'une partie des petits-déjeuners, la volonté de s'alimenter à travers les IAA, la grande distribution, l'essor d'une cuisine d'assemblage. Dans la cuisine, l'agriculture laisse la place aux produits transformés et ultra-transformés, que l'on se contente d'assaisonner, de modifier. On « joue à » plus que l'on ne produit réellement, comme autrefois, une alimentation.

A travers le monde, il existe de nouveaux circuits de distribution, une individualisation de l'alimentation. Afrique du sud, Pérou, Vietnam, Turquie : quel que soit le pays, dès que des couches moyennes s'urbanisent, il existe une volonté de manger pour soi et non simplement ce que produit la famille ou la région.

Sur l'ensemble de la planète, nous retrouvons une sensibilité au bien-être animal, à l'environnement, aux contraintes environnementales, à la biodiversité. Demain, nourrir le monde impliquera de nourrir des populations asiatiques, qui représenteront 66 % de l'ensemble des couches moyennes et qui prescrivent d'ores et déjà un certain nombre de comportements alimentaires.

Cette mondialisation des comportements fabrique des phénomènes bien connus : les sociétés pauvres sont végétales, les sociétés qui s'enrichissent mangent de plus en plus d'animaux. Toutefois, depuis trente ans, les 25 à 30 pays les plus riches du monde commencent à manger moins de viande. En France, le tournant se situe en 1991-1992, avec une baisse absolue et relative et des filières qui périclitent. Plus les animaux, cheval, lapin, agneau, chevreau, se rapprochent de la sphère domestique, plus la consommation de leur viande décline. En outre, le vieillissement des populations s'accompagnera d'une décarnisation de leur alimentation.

D'un point de vue prospectif, le monde continuera à manger de plus en plus de viande jusqu'à quarante à cinquante ans, du fait des grands clients démographiques que sont la Chine, l'Inde, l'Afrique. Dans la majorité des pays européens et dans les pays en voie de développement, des couches moyennes urbanisées se défont de la consommation carnée pour se tourner vers la consommation végétale. Ce phénomène se traduit dans les courbes de surpoids et d'obésité qui se mondialisent.

La mondialisation est bien sûr une globalisation. Peu cher, le commerce maritime éclate les distances, la saisonnalité. Nous mangeons le monde et avons le monde dans notre assiette. On nous a dit : « *Vous allez pouvoir critiquer cette uniformisation de l'alimentation, dire que le fait que l'on mange partout la même chose est scandaleux* ». Ce n'est pas notre constat.

Certes, il y a une mondialisation des goûts, des produits, des recettes. Il y a partout de la pizza, du hamburger, du café, du chocolat, du sel, du poivre, des recettes ancestrales et modernes. Mais la rencontre de cette globalisation avec les terroirs, les particularités et les spécificités crée une immense complexité. Notre alimentation est en réalité très hybridée, créolisée, mixée. La mondialisation alimentaire n'est pas une uniformisation mais une grande complexification.

Nous utilisons l'image du mangeur glocalisé, qui utilise des tendances mondiales projetées sur des terroirs tout en exportant des produits de niche qui deviennent tout et n'importe quoi dès lors qu'ils ont franchi 5 000, 10 000 ou 15 000 km. En France, il existe près de 500 cocas différents : hallal, kasher, coca breton, Elsass coca, bio, sans gluten... Au total, on observe une typisation de la globalité et une ombre portée du global sur le local, avec cette tendance constante à adapter, moderniser, transformer et faire en sorte que tout change tout le temps. Le quinoa en est un bel exemple.

Ce commerce alimentaire et agricole relève d'une mondialisation nettement moins poussée que celles de la science mathématique ou économique, de la voiture, du smartphone et de l'électroménager. Seuls 12 ou 13 % du blé sortent des pays producteurs. Si elle a augmenté en volume pour des raisons démographiques, du multilatéralisme, du commerce international, cette mondialisation ne cesse de perdre en valeur et en parts dans le commerce mondial.

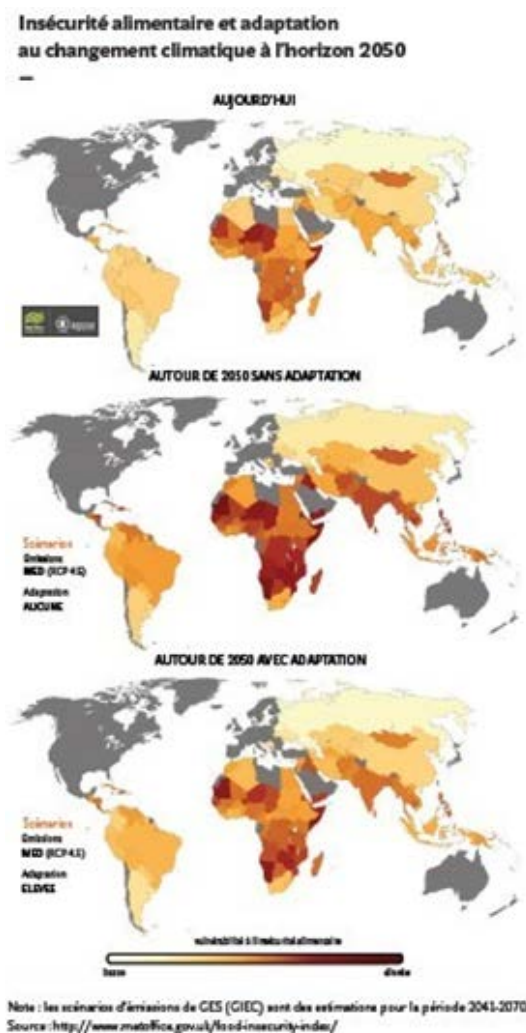
Évolution des échanges intercontinentaux : une bascule vers l'Asie et le Pacifique



Une bascule transparaît du nord vers le sud de l'Atlantique, vers le Pacifique, vers du sud/sud de l'Europe vers l'Asie, avec un très grand attracteur Asie Pacifique. La Chine va stagner d'un point de vue démographique. L'Inde doit gagner encore 300 à 400 millions d'habitants. Le dynamisme africain existe ; un grand pôle indo-chinois tire de plus en plus les circuits commerciaux, avec un net ralentissement en 2008. Ce n'est que depuis quinze à dix-sept mois que la tendance s'inverse, revenant à une mondialisation accrue agricole et alimentaire.

Nous observons également une mondialisation des informations, de la connaissance, des statistiques, de l'observation satellitaire, des outils d'acquisition, de compréhension de la réalité du monde, avec des augmentations des budgets de R&D, laquelle est de plus en plus privée, de pays émergents et de partenariats public/privé, avec une mondialisation numérique et des cartographies qui n'auraient pas pu exister il y a trente ou quarante ans. Nous sommes parvenus à créer un tissu serré d'expertises localisées.

Parallèlement, il apparaît une mondialisation des techniques, des causes, des paradigmes, des révolutions vertes, des paquets techniques, des OGM, de l'agriculture de précision. Ces programmes intellectuels, scientifiques, internationaux ont réussi à l'échelle mondiale. Agroécologie, bioéconomie, végétarisme, animalisme sont autant d'idéologies, discours ou réalités qui, de localisations nationale, européenne, partielle, deviennent des mots d'ordre de pertinence mondiale.



Les risques, notamment alimentaires, se mondialisent. Alors même qu'autrefois, manger était une normalité non questionnée, cette activité devient un risque contre lequel il faut s'assurer. Partout, des discours de couches moyennes liées à des médias, des réseaux sociaux, des politiques publiques, font entrer l'alimentation dans la catégorie du risque, la questionnent.

D'autres risques émergent : l'épuisement des roches phosphatées, les liens entre climat et sécurité sanitaire, la coccinelle asiatique, des foyers d'émergence possible de la fièvre catarrhale ovine. Il existe également les risques pris, les risques de réputation, les risques antibiorésistants.

Si les risques se mondialisent, ils ne sont plus ceux, prescrits et concrets, que pouvaient connaître nos grands-parents, le risque climatique étant, par définition, incapable de tenir compte de frontières. La diffusion du risque amplifie la crainte du risque.

La mondialisation des risques touche particulièrement le secteur alimentaire, en bien ou en mal. Alors que les plus grands progrès des cinquante à quatre-vingt dernières années ont été enregistrés en matière de santé, de sécurité sanitaire, le Vietnam et l'Inde se voyaient frapper, en janvier 2017, de restrictions des exportations, entraînant un emballement des prix. Les membres du groupe affirment que ce pic ne serait pas survenu en dehors de marchés mondiaux aux peurs mondiales.

Les acteurs de la mondialisation se multiplient, s'hybrident. Les Etats jouent les moteurs internet, les entreprises privées deviennent prescripteurs, les ONG se comportent comme des entreprises privées. Rassembler ces acteurs donne lieu à des scènes théâtrales de négociations, de production de normes infiniment plus compliquées qu'au moment de l'invention du multilatéralisme.

100

Sur une carte de l'implantation des restaurants McDonald's, l'Afrique n'apparaît pas, alors que la France est le meilleur marché après les Etats-Unis. McDonald's reconnaît la France comme un pays qui rémunère bien mais qui est atypique : à l'inverse des autres pays, on mange dans ses restaurants à heure fixe, en famille, on y fête des anniversaires, on y consomme des menus.

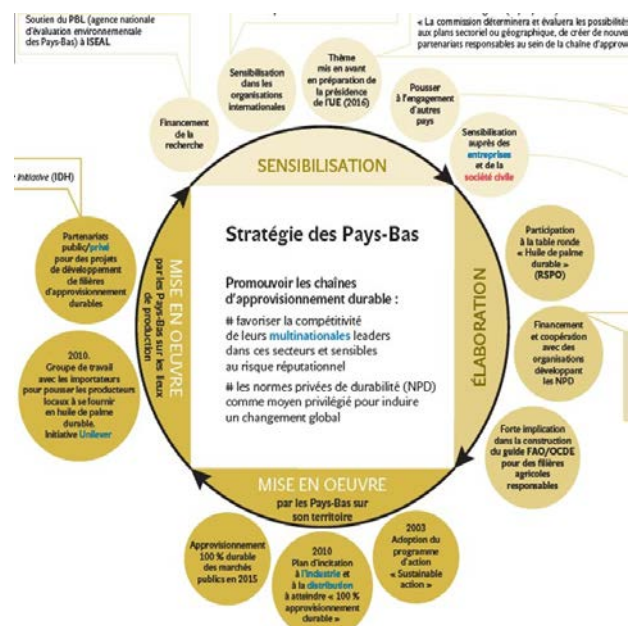
Il y a, en France, une résistance des heures de repas. A 13 heures 15, près de 60 % des Français mangent. Des horloges sociales synchronisent les comportements sociaux et l'alimentation est, vis-à-vis de cela, fondamentale dans la culture nationale.

D'autres acteurs – ONG, fondations, instituts divers et variés – partent d'un pays pour irradier, ce qui leur joue des tours puisqu'en se mondialisant, ils prennent de la latitude avec leur discours militant de base et ressemblent à des institutions.

J'ai présenté la mondialisation comme celle d'Etats et de sociétés ; c'est en réalité une mondialisation des métropoles et des villes, lesquelles font manger leurs habitants et sont détentrices des enjeux et des défis pour l'alimentation. En France, 85 à 86 % de la population serait sous influence d'aires urbaines. Il y a donc une diffusion des modes de consommation alimentaire.

Pour terminer, un chapitre sur la gouvernance aborde la crise du multilatéralisme, prégnante dans les questions relevant de l'agriculture et de l'alimentation. Le groupe affirme que la mondialisation alimentaire et agricole est une régionalisation du monde et identifie trois grandes tranches : les Etats-Unis, qui renouent avec la doctrine Monroe, l'Europe avec ses anciennes colonies et l'Asie Pacifique avec l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Inde, la Chine.

Nous passons du multilatéral au bilatéral, au latéral, ou à la démocratie de corporation, abandonnant ces grandes institutions internationales dont on voulait croire qu'elles pourraient rendre compte du discours, en 1945, du « *plus jamais ça* ».



Agriculture-S : quelles réalités, quels défis ?

Agnès-Christine TOMAS-LACOSTE, Directrice générale de l'Institut National de la Consommation

Bruno HÉRAULT, Chef du Centre d'Études et de prospective du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Maximin CHARPENTIER, Président de la Chambre d'agriculture de la Marne



Bruno ROGOWSKI

La première table de ronde de ce colloque est dédiée aux réalités et aux défis de l'agriculture, laquelle doit s'adapter, ou pas, au contexte que vous avez présenté. Ces réalités incluent les conduites alimentaires, mais aussi l'évolution des modes et circuits de distribution, voire des modes alternatifs de production.

Pour évoquer ces sujets avec nous, j'appelle à me rejoindre Madame Agnès-Christine Tomas-Lacoste et Maximin Charpentier.

Dans le temps imparti, il ne sera pas possible de développer tous les aspects environnementaux, sociétaux, économiques, sociaux cités par Bruno Héault, mais les échanges permettront de nourrir les pistes de réflexion et envies d'action.

Nous devons accueillir Lionel Benatia, responsable des affaires publiques du groupe Amazon France, mais il a été appelé d'urgence au groupe Seattle monde. Nous essaierons néanmoins d'aborder le sujet de la distribution, acteur important de ces enjeux.

Maximin Charpentier, vous êtes Président de la Chambre d'agriculture de la Marne, vice-Président de la Chambre d'agriculture Grand Est en charge de l'innovation, de la recherche et développement et animateur d'une commission nationale sur l'innovation, la recherche et le développement.

Au regard des réalités du terrain, que vous connaissez bien, partagez-vous les constats dressés par Bruno Héault ?

Maximin CHARPENTIER, Président de la Chambre d'Agriculture de la Marne

Oui, cette présentation relativement exhaustive est riche en enseignements, tant les évolutions sont rapides actuellement. La perspective de ce que peut être l'agriculture française à travers celle qui existe dans le monde constitue une expertise intéressante.

Le réchauffement climatique aura un impact conséquent sur l'influence de la consommation et de la production de matière alimentaire dans le monde. Bien souvent, les constats sont faits à l'instant T, sans suffisamment prendre en compte les ruptures technologiques et l'environnement.

Bruno ROGOWSKI

Quels sont, pour vous, les défis de l'agriculture française, voire de celle du Grand Est, dans les années à venir ?

Maximin CHARPENTIER

Le premier enjeu est de nourrir en quantité et en qualité les consommateurs en répondant à leurs exigences grâce à une exploitation durable. Pour ce faire, l'agriculteur doit être le premier protecteur des sols et de l'environnement, afin de préserver sa capacité de production future.

Depuis dix ans, l'agriculture française est classée à la première place par tous les pays du monde en termes de quantité et de qualité de produits alimentaires. Notre territoire est donc d'ores et déjà reconnu pour cette faisabilité, bien qu'il reste une marge de progrès dans ce domaine.

La dimension nourricière de l'agriculture doit être questionnée. Au-delà des actes de consommation alimentaire, tout un chacun consomme beaucoup chaque jour, généralement des chaînes carbonées issues de l'énergie fossile. En tant que seule activité économique disposant de carbone renouvelable, l'agriculture est une chance que nous ne mettons pas suffisamment en avant. Il conviendrait de profiter et d'optimiser la photosynthèse pour la rendre la plus prolifique possible.

Parallèlement à la consommation alimentaire, l'agriculture peut avoir vocation à produire de l'énergie et des biens de consommation durable.

Bruno ROGOWSKI

Vous considérez que l'on fait porter à l'agriculture des maux qui ne sont pas nécessairement les siens et que si le bio, les circuits courts, constituent une tendance positive, il ne faut pas en oublier le commerce mondial. Pour vous, produire n'est pas un gros mot.

Maximin CHARPENTIER

En effet. Il serait regrettable de se passer de la plus belle usine du monde, qu'il conviendrait plutôt d'optimiser.

Produire de l'énergie à travers la méthanisation et d'autres pratiques nous permettra de renforcer la durabilité de la partie alimentaire. Couvrir en permanence ses sols permet de réduire l'enherbement et ainsi, de limiter l'utilisation des pesticides.

Bruno ROGOWSKI

Parmi les objectifs des ateliers des Etats généraux de l'alimentation, figure la production sous un mode durable avec un tiers de bio, un tiers de production à haute qualité environnementale. Cette tendance est-elle d'ores et déjà prise en compte par les agricultures ou modes de production agricoles en France et dans le Grand Est en particulier ?

Maximin CHARPENTIER

Avant tout, il faut identifier ce que l'on attend de l'agriculture en termes de débouchés. Lui donne-t-on ou non la volonté politique d'affirmer : « nous avons du carbone renouvelable et utilisons le potentiel de la photosynthèse » ? Entre-t-on dans le débat de la bioéconomie ou nous contentons-nous de faire en sorte de limiter au maximum l'impact environnemental de l'agriculture ?

Par manque de rupture technologique, de connaissance, nous opposons nourrir et utiliser du carbone renouvelable. Aujourd'hui, nous savons que nous nourrissons mieux en couvrant nos sols et en choisissant, pour favoriser la méthanisation, des plantes qui captent l'azote de l'air. Ainsi, nous entrons dans une économie circulaire et améliorons nos pratiques.

Bruno ROGOWSKI

Agnès-Christine Tomas-Lacoste, vous êtes directrice générale de l'Institut national de la consommation. En préambule, pouvez-vous nous rappeler ce qu'est l'INC ?

Agnès-Christine TOMAS-LACOSTE, Directrice générale de l'Institut National de la Consommation

J'ai grand plaisir à être présente ici, en région Grand Est.

L'INC n'est pas connue du grand public autant que le sont ses publications, *60 millions de consommateurs*, émissions *Consomag* et *L'instant conso*. Il s'agit d'un journal indépendant à 100 % des pouvoirs publics, des marques et sans aide à la presse en dehors du tarif postal.

Bruno ROGOWSKI

Bruno Héroult nous a dit qu'il y a quelques décennies, les consommateurs consommaient ce qui leur a été proposé. C'est aujourd'hui presque l'inverse, sauf que le temps du consommateur n'est pas nécessairement celui de l'agriculture et que le consommateur affiche une position ambiguë.

Agnès-Christine TOMAS-LACOSTE

Le premier enjeu, pour le consommateur, concerne la santé. Les manquements de certains industriels, le trop gras, le trop sucré, le trop salé, la multiplication des labels, renforcent le niveau d'exigence du consommateur, même si la sécurité alimentaire, réelle, constitue la mission de service public la plus reconnue en France.

En second lieu, les attentes du consommateur sont multiples : il recherche la transparence mais exige également un coût bas, la qualité, le naturel mais sans cuisiner. Il faudra du temps pour réadapter, réapprendre certaines pratiques.

Parmi les populations fragiles, en difficulté financière, le budget alimentation représente 30 % du budget des ménages, qui veillent au coût davantage qu'au bien-être. Les politiques doivent travailler à redonner des habitudes saines, particulièrement dans les lieux de restauration collective.

Le troisième enjeu est numérique. L'alimentation durable nécessite de renforcer l'information des consommateurs afin de les accompagner et de leur livrer une information fiable, ce qui suppose un travail important de la part des acteurs. Le consommateur acceptera de payer un peu plus s'il a l'assurance que ce supplément ne bénéficie pas aux seuls mêmes acteurs.

Bruno ROGOWSKI

Il pourrait s'agir de la distribution, qui n'est pas représentée aujourd'hui.

Que pensez-vous de l'expérience *C'est qui le patron !* de Nicolas Chabanne, initiative qui permet d'apporter une juste rémunération au producteur avec des produits un peu plus chers pour le consommateur, lequel voit précisément à qui l'acte d'achat rapporte ?

Maximin CHARPENTIER

L'agriculture a vocation à pouvoir alimenter l'ensemble des marchés. Parmi nos clients, nous retrouvons aussi bien le circuit court de proximité du magasin à la ferme que la plateforme numérique, relais entre cité et ruralité.

Que des sites internet permettent de créer de la proximité sur des plateaux de circuits courts m'intéresse.

Aujourd'hui, des plateformes internationales permettent même de vendre du blé sur l'équivalent d'Amazon en Chine. Un quintal sur deux produits en France est exporté. Demain, nous toucherons peut-être cette clientèle grâce à des plateformes numériques.

Bruno ROGOWSKI

L'agriculture et/ou l'agriculteur se doit donc être agile non seulement sur les modes productifs et sur la façon dont il voit sa production mais également dont il peut commercialiser celle-ci.

Maximin CHARPENTIER

Exactement. Il convient de définir précisément le marché visé pour y adapter sa stratégie. Ces agricultures ne sont pas opposées ou opposables, puisqu'elles sont là pour nourrir en se conformant à un cahier des charges très respectueux de l'environnement et de la santé. Les blocages techniques que nous rencontrons tant en agriculture biologique qu'en agriculture conventionnelle révèlent la nécessité de progresser en Recherche & Développement.

Bruno ROGOWSKI

Bruno HÉRAULT, vous l'avez dit, les flux commerciaux et d'investissement ont changé. Des Chinois commencent à acheter des terres en France, les terres diminuent du fait de l'artificialisation des surfaces utiles... En dix ans, la France a perdu l'équivalent de la Seine-et-Marne en terre agricole. Est-ce un problème ?

Bruno HÉRAULT

Notre travail a consisté à vérifier si nous disposons, à l'échelle de la planète, d'assez de terre pour nourrir 9,3 milliards d'hommes en 2050. La réponse est plutôt oui.

Les experts affirment que, si 1 milliard d'individus mangent mal aujourd'hui, c'est plutôt en raison de conflits ethniques, de guerres, de stratégies politiques et surtout d'un manque de logistique. Les gouvernants qui n'aiment pas leurs gouvernés et pratiquent la corruption, le manque de circuits de distribution, l'absence d'Etat providence sont le principal fléau.

Sans tenir compte des pertes aux champs et du gaspillage ménager – il atteint 15 % dans les sociétés riches, 20 à 30 % à l'échelle mondiale –, nous disposons du foncier suffisant pour nourrir la planète.

S'agissant de la terre agricole perdue chaque année, ces chiffres sont en réalité corrélés à l'activité économique. En situation de forte croissance, la perte annuelle peut atteindre 70 000 à 75 000 hectares, quand elle se limite à 23 000 à 27 000 les années moins positives. L'important est que les terres qui disparaissent sont de très bonnes terres, accessibles, plutôt périurbaines.

Bruno ROGOWSKI

Agnès-Christine Tomas-Lacoste, le consommateur a-t-il confiance en la production des producteurs français ?

Agnès-Christine TOMAS-LACOSTE

Cette confiance a été ébranlée par de nombreux scandales et par le manque de transparence. Vis-à-vis du consommateur, de plus en plus attaché à la démarche globale, les agriculteurs peuvent regagner en proximité s'ils montrent qu'ils sont dans une logique de produire durable.

Bruno ROGOWSKI

Maximin CHARPENTIER, si elles redonnent confiance, les expériences très favorables de drive fermiers, de visites à la ferme, ne sont-elles pas qu'une goutte d'eau dans la masse de la production de l'élevage, des céréales ?

Maximin CHARPENTIER

L'agriculture d'aujourd'hui n'est pas celle d'il y a dix ans. D'importants progrès ont été réalisés, mais autant restent à l'être.

Je le rappelle : nous sommes l'un des pays les plus reconnus au monde pour sa quantité et sa qualité. Plus nous produisons de la qualité, plus nous sommes attendus sur ce créneau.

Dans la recherche de sens actuelle, le fait de manger est le premier sens à la vie et chacun est attaché à cela. Tout un chacun a besoin d'être ancré sur son territoire pour y vivre bien.

Lors d'une conférence cette semaine au Pavillon du futur, un intervenant a pris l'exemple de la ville de New-York, qui compte 10 millions d'habitants et qui, pour améliorer la qualité de son eau, a mis en place un programme de 1,5 milliard d'euros d'investissement autour de 350 fermes, dans l'objectif de lier le territoire de ces fermes avec l'alimentaire de la ville de New-York. Les habitants sont fiers et ancrés dans leur territoire, car ils sont dans un environnement qui réfléchit dans un esprit symbiotique au niveau de son économie.

Le mot de production ne doit pas être un gros mot, au contraire. Il faut favoriser cette production, aller chercher toutes les ruptures technologiques existantes pour le faire de la façon la plus durable et la plus saine possible, puis tenter d'ancrer cette politique au niveau des territoires pour donner du sens entre le consommateur et le producteur.

Je souhaiterais qu'en France, nous travaillons dans cet esprit et non plus en opposant les modèles, mais en redonnant valeur, perspectives et reconnaissance aux agriculteurs. Il suffirait de dire à son monde agricole « vous produisez le seul carbone renouvelable qui existe au monde, nous avons besoin de vous » pour pouvoir discuter du cahier des charges et des pratiques à mettre en place. Il faut donc commencer par redonner du sens à l'objectif.

Bruno HÉRAULT

Les auteurs qui nous ont aidé à construire cet ouvrage montrent qu'autrefois, l'alimentation était incorporée dans la vie sociale de tous les jours, avec un sens caché : on appartenait à un groupe social, une région, une famille, une strate, un métier et l'on consommait l'alimentation du groupe auquel on appartenait.

Puis les classes, les strates, les groupes se sont défaits. Nous nous manifestons, dans la société, via notre capacité à consommer, notre niveau d'éducation, de diplômes et se reconstituent des sortes de microcosmes, de tribus alimentaires liés au fait que la société s'individualise.

Aujourd'hui, les personnes ne mangent pas simplement ce qu'elles trouvent bon à manger ou bon de manger, mais ce qu'elles pensent devoir manger compte tenu du groupe de référence auquel elles prétendent appartenir. Dans tous les pays du monde, l'alimentation est intégrée dans des constructions de représentations dominantes qui surdéterminent l'alimentation.

Nous ne mangeons plus des plats mais, de plus en plus, des acides aminés, des vitamines, dans une conception moderne déconstruite et chimique de l'alimentation et de l'assiette importée des pays anglo-saxons.

Dire « *je mange ceci* » est comme dire « *j'aime cette musique* » ou « *j'aime porter ce type de vêtements* ». L'alimentation est devenue une culture, un critère social distinctif et distinguant qui me place dans la société, qui me pose en m'opposant aux autres.

Bruno ROGOWSKI

Le consommateur évolue vite, a des besoins qu'il veut satisfaire rapidement et auxquels l'agriculture tente de répondre. La distribution évolue-t-elle aussi vite, aussi bien ? Le cas échéant, au profit de qui hormis au sien ?

Bruno HÉRAULT

Il y a cinquante ans, produire était l'incertitude majeure pour survivre. Il y avait donc un vrai pouvoir agricole dans la reconstruction de l'après-guerre. Aujourd'hui, la raison d'incertitude et de stress pour un système économique est : que va vouloir acheter le client final ? A quel prix ? Quand, comment, pourquoi ? Le jour, la nuit ? En numérique ? En physique ? A l'échelle mondiale, le pouvoir bascule vers ceux qui ont la meilleure maîtrise de cette zone d'incertitude.

Bruno ROGOWSKI

Les travaux menés lors des Etats généraux de l'alimentation ont-ils changé la vision des uns et des autres par rapport aux uns et aux autres ?

Maximin CHARPENTIER

Le rapport de force a peu évolué, malgré les annonces politiques. Je partage ce positionnement : celui qui s'immiscera dans la valeur ajoutée est celui qui fera l'intermédiaire. D'où une remise en cause par les grandes surfaces de leur modèle économique.

Au mois de juin, le blé était à 150 euros et aucun expert économique ne prédisait une hausse durant l'été. Après un mois de sécheresse en France et en Allemagne, il était à 220 euros. Nous avons donc totalement surestimé à la fois la capacité des stocks chinois et la capacité de la Russie à exporter. Si l'an prochain, une sécheresse survenait quelque part dans le monde, le prix du blé pourrait atteindre 300 euros.

Je suis installé depuis vingt ans. En moyenne, nous faisons une mauvaise année tous les cinq ans. Sur les cinq dernières années, je n'ai enregistré qu'une bonne année.

Devant l'impact réel du réchauffement climatique, il conviendra de se remettre autour de la table pour garantir ces zones de production. Les gagnants seront ceux qui contrôleront la chaîne de valeur et parviendront soit à faire des contrats pluriannuels, soit à amener un contrat de confiance, soit à vendre au consommateur une histoire, du sens, la fierté d'un territoire, d'une méthode.

Bruno ROGOWSKI

Il est temps d'étendre nos échanges. Merci à ceux qui souhaitent s'exprimer de se présenter et de se lever. Pour laisser place au maximum d'interventions, je vous demanderai, tout comme aux intervenants dans leurs réponses, d'être brefs.

Christian DEJARDIN membre du CESER, représentant UFC-Que choisir, membre de la commission nationale de l'alimentation

Les Français aiment-ils leurs agriculteurs ? Oui, les agriculteurs français. Il existe une vraie défiance vis-à-vis des autres agriculteurs.

Sur l'évolution des prix, le consommateur est-il d'accord pour payer plus cher ? Oui, sachant que de toute manière, la concurrence écrasera les prix.

En ce qui concerne la transparence, compte tenu des cartes présentées sur la mondialisation de la viande, on comprend pourquoi l'agroalimentaire refuse obstinément d'indiquer l'origine des viandes sur ses plats préparés.

Agnès-Christine TOMAS-LACOSTE

Nous ne sommes pas contradictoires. Je maintiens que plus nous réclamerons de la transparence et plus nous exigerons des distributeurs de reconsidérer le rapport de force, mieux cela vaudra. Sans traçabilité, sans étiquetage, à aucun moment les consommateurs ne peuvent exercer leur libre choix.

Bruno HÉRAULT

Nous avons entamé une étude « alimentation déclarée vs alimentation réelle », car il apparaît des phénomènes de saturation psychique bien connus qui poussent certains consommateurs qui font un à deux achats bio par semaine à déclarer « je mange bio à longueur de temps ».

La rationalité du mangeur n'est pas supérieure à celle du consommateur, mais interviennent des phénomènes inconscients et physiologiques hérités de la toute petite enfance, qui font que contrôler son alimentation est infiniment plus compliqué que l'on se plaît à le déclarer.

Fabrice PREITE, Vice-Président du CESER

Quelqu'un ici peut-il me dire ce que j'aurai dans mon assiette dans trente ans ?

Bruno HÉRAULT

Vous demandez de la prévision voire de la pré-vision, or je défends la prospective. Savoir comment nous mangerons demain ne nous intéresse pas. Nous ne pouvons pas prévoir le prix du baril du pétrole ou l'occurrence d'un événement X dans un univers complexe. L'intérêt de la prospective est d'aider le décideur à choisir sa voie en lui redonnant de la probabilité, de la responsabilité, en imaginant des futurs probables.

Le document évoque des dispositifs en très fort développement à l'échelle mondiale : alimentation 3D, tours maraîchères, fermes verticales animalières. Le steak sans viande ou muscle sans animal est passé de 200 000 euros à 120-150 euros en dix ans. Peut-être rencontrera-t-il un marché d'ici vingt à trente ans ?

Frédéric COURLEUX, Directeur des études d'un think-tank agriculture-stratégie

Dans les points de rupture identifiés dans vos travaux de prospective, avez-vous pris en compte les phénomènes actuels : guerre commerciale, remise en cause par Donald Trump d'un certain nombre de vérités jusqu'ici inamovibles et remise en cause fondamentale du découplage des aides, au cœur de la PAC ?

Bruno HÉRAULT

Nous avons imaginé quatre ruptures susceptibles de ruiner notre raisonnement : un climat qui change plus vite que prévu – c'est le cas –, des impérialismes et populismes géostratégiques – cela semble être le cas –, des zoonoses, maladies réémergentes – cela pourrait être le cas –, mais nous sommes passés à côté de ce qu'évoque Frédéric Courleux s'agissant de Donald Trump.

J'ai apprécié l'intervention de Maximin Charpentier sur les conséquences négatives du réchauffement climatique sur la production agricole. Vous avez tous entendu, cette semaine, les producteurs de champagne se réjouir de la production et de la qualité exceptionnelle du champagne. Attention à la communication sur ces points.

Les grandes distances de transport en matière d'alimentation contribuent pour beaucoup au changement climatique. En ce qui concerne la production pour la consommation de notre pays, moins les distances sont grandes, moins l'effet sur le réchauffement climatique est important.

François GSELL, Conseil citoyen de Rome Saint-Charles à Vitry-le-François

Le sujet du glyphosate a suscité de nombreuses déclarations tonitruantes. Actuellement, les seules études en pointant les dangers sont celles de Monsanto, mises à jour par un sénateur fédéral américain. Comment expliquer l'absence d'études scientifiques indépendantes ?

Maximin CHARPENTIER

Pour conserver de la productivité malgré le réchauffement climatique, il convient de jouer sur les périodes de photosynthèse en choisissant des variétés matures avant la période d'échaudage, ce qui permet de réduire l'impact. Parallèlement, nous essayons de repréciser l'innovation pour réaliser les semis au moment où subsiste de l'humidité dans les sols.

S'agissant du glyphosate, nous avons évidemment besoin de transparence, d'expertise, et de refaire confiance à la science. J'ignore comment recréer ce lien avec les scientifiques mais il le faudra, car limiter le réchauffement climatique passe notamment par l'évolution de la génétique.

A noter que les agricultures d'Amérique du sud utilisaient 8 litres de glyphosate à l'hectare par an, nous en utilisons, en agriculture de conservation en France, 0,5 litre à l'hectare, en fractionné. Par ailleurs, la toxicité ne relèverait pas du glyphosate mais de l'adjuvant qu'il renferme. En R&D à Reims, nous travaillons depuis quinze ans à un adjuvant d'origine naturelle et biologique.

Sur le glyphosate, le débat est tel qu'aujourd'hui, nous cherchons des solutions pour réduire notre dépendance à la chimie en général, qui coûte cher et peut avoir un impact.

Bruno HÉRAULT

Sur le climat, le malheur des uns peut faire le bonheur des autres et dégager d'excellentes terres au Canada, du tchernoziom russe et sibérien, une amélioration de la production dans le bassin de la Mer Noire... En dépit des inévitables contraintes d'eau, des sols appauvris, du manque de logistique, de sociétés non démocratiques, certains se félicitent du réchauffement climatique, susceptible de les enrichir. C'est peut-être un mauvais calcul.

Bartolina CUCUZZELA, Conseillère CESER

Nous, citoyens français, avons toute confiance en nos agriculteurs. Le problème est l'industrie agroalimentaire, dont vous n'avez pas parlé.

Maximin CHARPENTIER

Le monde agricole n'a pas été suffisamment vigilant par rapport à la filière en général, préférant renforcer les interprofessions pour être le plus fort possible face aux industriels, stratégie dont nous pâtissons.

Le taux de sel ou de sucre présent dans certains plats préparés interpelle. En tant que producteurs, ces matières mondialisées nous contraignent.

Marie-Claude BRIET-CLÉMONT, Vice-Présidente du CESER

Les trois interventions étaient passionnantes.

Je vous remercie, Monsieur HÉRAULT, pour avoir dit que sans Etat providence, il y a crise alimentaire. De ce point de vue, vos propos interrogent la politique publique à mettre en place pour répondre aux enjeux de santé publique, avec pour préalable une alimentation saine pour tous qui permette aux producteurs de vivre de leur production. Tout l'écosystème est en jeu.

Nous avons évoqué la restauration collective, hors foyer, vers les hôpitaux. Faire appel à ces questions qui permettent de lier le revenu des producteurs avec l'enjeu de santé publique ne peut passer que par des politiques publiques intelligentes qui remettent l'honneur de l'Etat providence au cœur des enjeux.

Maximin CHARPENTIER

Les solutions, en termes de qualité de production alimentaire, supposent de nous laisser mettre en place des productions énergétiques. Dans des zones dans lesquelles il y a moins ou pas d'élevage, la méthanisation est une solution pour faire de l'engrais organique, pour capter l'azote de l'air et améliorer notre bilan énergétique, pour couvrir nos sols et réduire les pesticides. Avant de créer du gaz, la méthanisation nous donne des solutions écosystémiques entières.

La société et le monde politique doivent assumer le fait que quand l'agriculture exerce une autre activité que celle de nourrir le monde, elle n'affame pas pour autant la planète, mais nourrit en apportant une meilleure qualité environnementale et de santé. Alors, nous pourrions développer les solutions techniques qui nous permettront de progresser en agronomie, en agroécologie.



Agriculture-S : quelles innovations, quels enjeux ?

*Benoît HUREAU, Président de
CERFRANCE Grand Est
Katia VARNIER, Déléguée générale
de Grand Est Numérique
Alain HERBINET, Société
Coopérative d'Arcis-sur-Aube
Dominique POTIER, Député de
Meurthe-et-Moselle*



Bruno ROGOWSKI

Dominique POTIER, vous êtes député de Meurthe-et-Moselle depuis 2012, Président du comité de surveillance du programme Éco Phyto depuis 2013, Président du groupe d'étude sur l'économie circulaire. Vous avez coprésidé, dans le cadre des Etats Généraux de l'alimentation, l'atelier intitulé *Réussir la transition écologique et solidaire de notre agriculture en promouvant une alimentation durable*.

En tant qu'agriculteur, vous connaissez bien les réalités du monde agricole. Que vous inspirent les propos de Bruno HÉRAULT et, plus généralement, ceux exprimés lors de cette première table ronde ?

Dominique POTIER, Député de Meurthe-et-Moselle

Je suis très heureux d'être ici. Merci à Patrick Tassin pour son invitation. Je veux saluer Charles de Courson et Lise MAGNIER, collègues avec qui j'ai un grand bonheur à travailler et avec qui je défends, en lien avec le Président Rottner, les couleurs de la région dans l'hémicycle et dans nos combats.

J'ai beaucoup aimé cette première partie de table ronde et l'exposé liminaire. La réflexion portée par Mond'Alim a une grande portée.

Avec Maximin, nous dialoguons depuis longtemps. Je représente le sud lorrain, laboratoire du futur de la polyculture élevage, tandis que Maximin est spécialiste des questions de bioéconomie. Nos approches sont différentes mais complémentaires et nous avons appris à nous apprécier.

Je salue une remarque importante exprimée par Maximin : l'importance des récits collectifs. L'exemple de New-York est intéressant. Je pense par ailleurs à Turin, à des pays entiers qui ont choisi de faire de l'alimentation et de l'agriculture un récit collectif et positif, ce dont ont besoin notre monde et l'Europe. Face à tous les prophètes de malheur, nous pouvons raconter une belle histoire autour du rapport au sol et de l'assiette, de la fourche à la fourchette.

Deux récits ont inspiré les travaux que vous avez décrits et dans lesquels je suis investi avec mes collègues

députés.

La première référence, qui m’a bouleversé fin 2016-début 2017, est la découverte d’une autre grande étude à l’échelle mondiale, conduite par le CIRAD, qui posait une question radicale : comment nourrir 9 à 10 milliards d’êtres humains en 2050 ? C’est une question de paix, de souveraineté, bien sûr liée aux perspectives climatiques. Cette étude Agrimonde devrait être le préalable à toutes les réflexions sur la question agricole. Plus que jamais, nous ne pouvons penser la France ou le Grand Est sans penser la planète comme un ensemble.

En prenant en compte les régimes alimentaires dans les différentes régions du monde, ainsi que la question du sol et de l’intensité de ses usages, cette étude nous dépayse, nous remet à la bonne échelle de décision. Elle conclut systématiquement que régulation du sol, qualification des régimes alimentaires bien proportionnée dans des trajectoires vertueuses et régulation du commerce international sont nécessaires pour maintenir la paix alimentaire et une dignité humaine à l’horizon 2050.

Au regard du débat suscité et des idées et capacités de production, de réconciliation et d’innovation incroyables exprimés lors des Etats généraux de l’alimentation – formidable intuition de Nicolas Hulot assez maladroitement reprise, à mon sens, par le Gouvernement –, la loi promulguée est relativement pauvre. Le débat parlementaire n’a pas honoré le Parlement, nous ramenant très souvent à un niveau de débat anté-Etats généraux de l’alimentation. Comment une aussi belle intuition publique consistant à mettre la société en mouvement avec l’agriculture a-t-elle pu aboutir à polémiquer sur le niveau de castration des poussins ou la date d’interdiction du glyphosate dans notre pays ? Nous sommes passés à côté des enjeux importants et de la production de solutions majeures.

Pour revenir aux Etats généraux de l’alimentation, il me semble que si nous avons réussi l’Atelier 11, c’est que nous sommes repartis des enjeux du monde et sortis des guerres picrocholines qui minent la société, mortifient les consommateurs et humilient les producteurs. Nous avons abouti, avec 70 participants et 30 heures de débat en trois mois à un quasi-consensus sur les points que je vais évoquer.

De la contribution à la résilience climatique et l’adaptation au changement dans ce qu’il a, malheureusement, d’inéluctable, il est un concept qui monte fortement, celui d’une seule santé, slogan qui renvoie à la deep écologie, aux ténèbres, qui proclame qu’il n’y a pas de santé pour l’homme sans santé de l’animal, laquelle passe par une santé du végétal, qui passe par une santé du sol. Cette hiérarchie philosophique, qui consiste à remettre le sol au service de la santé de l’homme, me plaît. Elle crée une interdépendance et redit un projet politique dans lequel des individus d’horizons très divers peuvent se retrouver. Fabriquer des écosystèmes agricoles et ruraux qui procèdent d’une seule santé et fabriquent une santé humaine possible pour tous me paraît être un beau projet politique.

Défi alimentaire, climat, *une seule santé* : voici les trois éléments qui pourraient justifier que la France reprenne le leadership de l’agroécologie en Europe. Depuis trois décennies, nous avons plus ou moins démissionné de la recherche fondamentale, or cette question du bouclage du cycle des éléments fertilité m’apparaît comme l’élément capital. J’aime à penser la France dans sa capacité scientifique à renouer avec sa grande tradition agronomique qui a longtemps éclairé le monde par son savoir.

Dans ces Etats généraux, nous sommes arrivés à la conclusion qu’à l’horizon 2030, sans démissionner de notre part de contribution aux marchés mondiaux du Proche-Orient, du Maghreb et en conservant la part d’échange légitime entre produits ayant des qualités spécifiques dans une logique de mondialisation, la France pouvait reconquérir les marchés intérieurs et européens tant en chiffre d’affaires qu’en hectares. Cette reconquête se

concrétiserait sur la base d'un tiers de production en labellisation agro-écologique, un tiers de production conventionnelle et un tiers de cette haute valeur environnementale pour laquelle je plaide, qui serait le nouveau label public porteur de cette agroécologie qui manque aujourd'hui de références et de normes.

Pour construire ce paysage à trois niveaux, nous avons élaboré une dizaine de propositions ; toutes ont en commun ce génie de l'agroalimentaire, des paysans, de leurs coopératives, des chambres d'agriculture et de leurs instituts pour créer de nouvelles variétés, espèces, combinaisons.

L'innovation principale est le retour de la puissance publique sur l'organisation des marchés alimentaires et la gestion du milieu rural. Nous n'avons aucun intérêt, ni au nom du bien commun, ni de la cohésion de notre pays et des échanges justes entre les pays, à faire de l'agriculture et l'alimentation une marchandise banalisée d'un marché tout puissant.

Ce retour de la puissance publique prendrait en premier lieu la place d'une régulation nouvelle face aux menaces du marché foncier. Protéger le foncier de l'artificialisation et de la baisse de fertilité, de sa perte de valeur et de surface et de son accaparement par des puissances financières françaises, internationales ou européennes. Protéger et partager le foncier pour garantir la relève.

Un paysan sur deux partira en retraite dans les dix ans qui viennent. Je ne crois en aucun cas que la perte d'un seul actif en agriculture aujourd'hui soit une source de prospérité nouvelle. Au contraire, la première richesse sera le génie et l'effort des hommes dans de nouvelles manières de produire et de faire, qui supposent une régulation du foncier.

La question de l'investissement scientifique et de longue durée dans une architecture européenne sur les sols.

La capacité à dire qu'il y a des modèles de référence. L'agroécologie induit l'allongement des rotations, la protection des surfaces enherbées de façon durable, la capacité à reconnecter l'élevage et la culture, autant de fondamentaux de l'agriculture résiliente du 21^{ème} siècle.

La question de l'autonomie en protéines végétales me semble être, pour notre région, une capacité à devenir exportateur tant pour les protéines végétales qu'animales.

Je pourrais citer la reconquête des marchés intérieurs, avec pour principal moteur une labellisation de l'agriculture écologique.

A l'échelle locale, française comme européenne, retrouver une capacité de la puissance publique signifie non pas intervenir de façon tatillonne dans des réglementations, mais accoupler l'esprit d'entreprise du monde paysan et de ses opérateurs économiques.

Bruno ROGOWSKI

Alain HERBINET, vous êtes Président de la Scara, coopérative de la région d'Arcis-sur-Aube qui regroupe près de 400 adhérents pour une collecte d'environ 220 000 tonnes de blé, d'orge et d'oléagineux.

Comment les agriculteurs que vous représentez perçoivent-ils cette évolution et ces questions autour des enjeux de l'avenir de l'agriculture et modes culturelles ?

En tant que coopérative, notre première mission est d'assurer un revenu à nos adhérents coopérateurs. Notre approche est donc d'abord économique et si nous produisons du blé, de l'orge, c'est pour répondre à un marché, à un client. Ce positionnement peut paraître basique, mais pendant très longtemps, nous avons eu l'habitude, en agriculture, de produire pour produire, laissant le marché se débrouiller. Considérer l'export comme un marché de dégagement a fini par nous faire perdre des parts de marché au profit de pays dont la vocation exportatrice est liée à une approche client, avec un respect de cahiers des charges et de critères qualitatifs.

Nos clients, nos marchés disent leur intérêt pour le HVE et leur crainte pour le conventionnel ou intensif. En tant que coopérative agricole de petite taille à la stratégie différenciée, nous sommes relativement favorables à la mise en place de filières HVE. Encore nous faut-il avoir la capacité à entraîner des agricultures dans cette démarche qui remet en cause de manière importante certains fondamentaux de l'agriculture conventionnelle de la région Grand Est et notamment champagne crayeuse.

Notre approche est la même vis-à-vis de l'agriculture biologique, que nous considérons comme un débouché comme un autre. En tant qu'opérateur économique, nous avons le devoir de nous intéresser à ce marché, à ses clients, à ses consommateurs et de leur proposer une offre. L'agriculture biologique n'est pas une croyance, on ne s'y convertit pas. On le fait ou on ne le fait pas.

Particulièrement intéressant, le travail prospectif français After 2050 prévoit qu'en 2050, 40 % de la culture sera bio, 40 % sera HVE et 10 % sera conventionnelle. J'ignore si ce scénario se vérifiera, mais la situation actuelle le laisse entrevoir.

Bruno ROGOWSKI

Vous m'avez indiqué avoir mis en place une démarche RSE, qui implique un comportement vertueux de vos adhérents y compris au-delà de leur propre métier.

Vous considérez par ailleurs que les Etats généraux de l'alimentation ont potentiellement recréé du lien entre les consommateurs et les agricultures, les agriculteurs prêtant davantage attention à l'image qu'ils renvoient.

Alain HERBINET

La Scara est inscrite depuis longtemps dans des démarches de développement durable. Les clients nous disent : « vous savez nous fournir un produit en quantité, en qualité, vous savez répondre à un cahier des charges en termes de traçabilité ». En effet, nous considérons la donnée comme un enjeu majeur. Le client à qui nous raconterons une belle histoire doit pouvoir s'assurer de sa véracité. Nous avons une exigence de fiabilité.

« Le paysan qui produit le blé pour mon biscuit est-il un homme bien, honnête ? A-t-il des relations sociales avec ses voisins ou embête-t-il son monde en travaillant le dimanche, en faisant de la poussière, du bruit ? A-t-il un comportement vertueux ? ». En tant que paysan, cette exigence du client m'interpelle. Mais c'est l'occasion de nous mettre en valeur via de belles et vraies histoires que le client, comme le consommateur, veut entendre.

Bruno ROGOWSKI

Je donne la parole à Benoît HUREAU, Président de CERFRANCE Nord Est Ile-de-France, éleveur de volailles et en polyculture.

Pouvez-vous nous rappeler ce qu'est CERFRANCE et pourquoi, en tant qu'observateur auprès des agriculteurs, êtes-vous présent à cette table ronde ?

Benoît HUREAU, Président de CERFRANCE Grand Est

CERFRANCE représente le régime associatif de la profession comptable. Nos adhérents mandatent des élus – à l'origine agriculteurs, aujourd'hui artisans commerçants – pour gérer une entreprise de service qui tient la comptabilité de ses adhérents mais les conseille également dans les domaines stratégiques, environnemental, social.

Le Grand Est compte 5 CERFRANCE pour 880 collaborateurs. Nous conseillons 16 000 entreprises, dont 10 000 agriculteurs.

Nous sommes à la fois dirigeants d'une entreprise de service et adhérents. A cet égard, nous avons conscience des besoins des entreprises en termes de conseil, de suivi.

Bruno ROGOWSKI

Dans le cadre de ce rôle de conseil, vous avez entamé une réflexion sur la stratégie qui pourrait être menée. Pourquoi avoir mené cette réflexion et quels en sont les enseignements ?

Benoît HUREAU

Nous vivons une époque très particulière, faite de nombreuses ruptures dans la société, dont l'agriculture ne peut affranchir. Quatre sujets nous touchent particulièrement :

- *la demande de la société de plus de sécurité dans l'alimentation, de bien-être animal*
- *le changement des modes de production. Face au changement climatique, les agriculteurs sont prêts à trouver les modèles alternatifs qui permettent, le cas échéant, de s'affranchir de certains aléas. Il s'agit également de préserver la ressource en eau*
- *la révolution numérique, les nouvelles technologies et derrière, la question de la valorisation de la donnée et sa maîtrise : l'agriculture ne refuse pas toutes ces évolutions, elle s'y adapte, s'y prépare, mais il faudra s'accorder sur certaines valorisations*
- *les politiques publiques nous semblent aujourd'hui très volontaristes en environnement et en sécurisation de la santé, du bien-être animal, tout en appliquant, au niveau économique, un modèle de plus en plus libéral. Très peu de productions sont encadrées par des quotas, par une sécurité des prix.*

Pour certains, voire pour une majorité, intégrer ces ruptures est une question de survie. Si nous voulons être là demain, il faut les accepter et s'organiser, *via* une palette de stratégies à adopter.

Bruno ROGOWSKI

Le chef d'entreprise agricole doit donc, pour faire face à ces quatre grandes ruptures, redéfinir son positionnement stratégique selon trois axes : s'impliquer dans la chaîne de valeur, changer de pratique et ajuster volume et performance.

Benoît HUREAU

Oui. Dans notre réseau, le débat porte sur le rôle que joueront les acteurs dans l'agriculture de demain. Il faut réfléchir et proposer des stratégies à nos adhérents clients. Il n'y a qu'une agriculture, mais elle peut être plurimodale. Certains devront, en fonction de leurs histoires, compétences et moyens financiers, s'impliquer plus en avant dans la chaîne de valeur et, quoi qu'il en soit, s'engager davantage dans l'acte de commercialisation. C'est un nouveau métier, qui n'est pas simple.

La deuxième stratégie serait de changer de pratiques et déplacer le système. Nous diminuerons l'usage des phyto, coûteux à tous égards, à condition de disposer d'alternatives.

Autre stratégie : ajuster volume et performance par le regroupement ou la création de grandes unités de production animale ou végétale. La révolution numérique donne accès à des capteurs et outils qui facilitent l'acte de production, alimentent des tableaux de bord pour une meilleure gestion de l'entreprise agricole. Il faut valoriser cette donnée.

Bruno ROGOWSKI

Ce positionnement stratégique à redéfinir doit s'appuyer sur trois innovations : l'aspect technique, l'aspect sociétal et l'aspect économique. Il implique peut-être d'envisager, comme dans d'autres secteurs économiques, le capital investissement agricole. Expliquez-nous cela.

Benoît HUREAU

Peut-être faut-il changer l'esprit agricole qui veut que l'on soit propriétaire de tout ? Peut-être y a-t-il des systèmes de participation financière temporaire et permanente, de gestion du temps de travail, de gouvernance à imaginer ?

Bruno ROGOWSKI

Katia VARNIER, Déléguée générale de Grand Est numérique, vous remplacez Arnaud BASSERY qui a finalement pu venir et interviendra tout à l'heure.

Rapidement, qu'est-ce que Grand Est numérique ?

Katia VARNIER, Déléguée générale de Grand Est Numérique

Grand Est numérique est une association visant à développer tout ce qui relève du numérique dans l'est de la France. Elle a été créée en 2013 par douze entrepreneurs face au constat d'une trop grande scission entre compétences et acteurs sur le territoire du Grand Est, divisés en catégories et en spécialités, par territoire ou par domaine d'activité.

Arnaud, du Pavillon du futur, est l'un des acteurs à nos côtés au quotidien pour travailler sur les sujets divers et variés relevant du numérique, écosystème que nous essayons de fédérer.

Bruno ROGOWSKI

Quels sont, pour vous, les défis de l'agriculture connectée en France et en Europe ?

Katia VARNIER

Les enjeux sociétaux, économiques, environnementaux ont signé la perte de trois quarts de nos agriculteurs en moins de cinquante ans. C'est inquiétant. Des entreprises se sont développées sans prendre en compte l'avis des consommateurs, qui, désireux de produits plus *clean*, mettent en place d'autres moyens de consommation. Cette évolution amène les acteurs du numérique à proposer des solutions innovantes *via* des outils utilisant les données, outils que craignent les agriculteurs.

A quel moment l'agriculteur qui a envie de développer d'autres méthodes se fait-il accompagner ? Par qui ? Le numérique est-il une filière ou est-il transversal ? Il convient de provoquer une prise de conscience chez les acteurs. L'enjeu est global et les discussions doivent être transversales.

Bruno ROGOWSKI

Une exploitation agricole qui ne prend pas ce virage numérique risque-t-elle d'être moins performante qu'une autre ?

Katia VARNIER

Oui, il y existe des risques de fermeture de structures. L'enjeu est incontournable et les outils, indispensables. Les acteurs qui ont commencé à travailler sur ces sujets sont déjà performants. Refuser d'en tenir compte, c'est accumuler du retard.

Bruno ROGOWSKI

Comment Grand Est numérique peut-il les aider ? La région Grand Est a fait un certain nombre d'expériences dans le domaine.

Katia VARNIER

Grand Est numérique est une fédération d'acteurs en généralité et non d'acteurs en propre. Nous redirigeons l'agriculteur vers l'acteur privé ou public pertinent en fonction des différents échanges que nous avons sur le territoire Grand Est.

Une table ronde sur le financement des projets dans l'agriculture connectée réunira les acteurs privés et les start-up de l'agriculture connectée, qui présenteront des dispositifs tels que la couveuse, incubateur à start-up dans les projets agricoles.

Bruno ROGOWSKI

Grand Est numérique est donc une interface qui met les agriculteurs en relation avec des aides possibles, qui les accompagne pour trouver des budgets.

Katia VARNIER

C'est cela. Nous menons un travail quotidien pour identifier les différentes compétences dans le domaine agricole, commercial, etc.

Bruno ROGOWSKI

Je vous propose à présent d'interroger Dominique POTIER, qui devra nous quitter dans cinq minutes.

En tant qu'agricultrice en bio depuis très longtemps, j'adhère à l'ensemble des propos sur l'innovation, mais le retour de la puissance publique me gêne. Si l'agroécologie, l'autonomie des protéines végétales protègent effectivement le foncier, vous n'avez pas évoqué les moyens, pourtant indispensables pour passer de 5 % de bio aujourd'hui à 15 % en 2022.

Le Ministre de l'Agriculture a annoncé consacrer 1,1 milliard d'euros pour la bio en Grand Est, ce qui correspond à 630 millions de FEADER, financements européens qui ont, en Lorraine et Champagne-Ardenne, totalement disparu. Les agences de l'eau sont réduites également. Comment avancer sans moyens ?

Dominique POTIER

Je me suis exprimé dans la presse récemment, mettant en cause l'utilisation des fonds régionaux, qui font l'objet d'arbitrages compliqués. Entre plusieurs priorités, il y a une certaine sagesse dans les choix qui sont faits, que je ne condamnerai pas.

J'ai signé hier une tribune d'Alter Éco qui appelle à un plan d'isolation thermique majeur pour pouvoir être au rendez-vous de la lutte contre le changement climatique et résoudre une partie des questions économiques et sociales de ce pays. S'agissant de la transition agroécologique, notre capacité à prévenir autant qu'à corriger et réparer les effets des mauvaises politiques publiques et privées me semble essentielle. Il faut entrer dans une logique d'investissement du futur au nom de notre intérêt à court terme, pour recréer une dynamique de développement saine et protéger les générations futures.

Les grandes puissances du monde réinvestissent dans les pays émergents, dans l'agriculture. On peut se dire plutôt favorable au recouplage, aux contrats cycliques, au retour des grandes régulations multilatérales plutôt qu'aux accords bilatéraux transatlantiques qui nous mettent en concurrence avec des viandes low-cost aux objectifs sanitaires et environnementaux différents des nôtres.

Que l'on mette en place de grandes régulations qui permettent au génie paysan de se développer, à l'Europe, à la France et au Grand Est de jouer sa partition dans le monde, voilà le retour de la puissance publique que j'appelle de mes vœux.

Si le bio s'est développé, c'est bien parce que la puissance publique, en précisant les cinq interdits du bio, a créé pour l'ensemble des acteurs une chaîne de loyauté et de sécurité qui a permis cette prospérité d'une agriculture pionnière.

Le bio ne peut pas porter tous les changements attendus par l'agriculture. Je plaide pour que la haute valeur environnementale, sur la base de cinq attendus, joue ce rôle de moteur de la transformation de notre agriculture et des marchés et participe à une mondialisation plus heureuse. Je propose un contrat de loyauté.

Définir le beau, le bien, le bon est le rôle de la puissance publique. Seules les agences publiques autorisées scientifiquement et contrôlées par l'Etat peuvent décréter ou non l'interdiction du glyphosate. Le retour de la puissance publique remettra peut-être de la raison et de l'espérance dans nos campagnes.

Thomas, éleveur et représentant des jeunes agriculteurs Grand Est en charge du dossier viande

Sur la puissance publique, vous m'avez convaincu. En revanche sur les moyens et l'échéance, que vous n'avez pas spécifiquement abordés, un peu moins.

Le consommateur a des exigences envers le producteur. La puissance publique impose des normes, auxquelles les producteurs se plient. Parallèlement, des accords transatlantiques importent d'autres productions. Comment contrôler ces produits, dont nous n'avons pas les moyens de contrôler leur traçabilité ? Il faut accompagner la filière.

Maximin a indiqué avoir une bonne production une année sur cinq ; je suis pour ma part installé depuis quatre ans et n'en ai pas connu une seule. Il existe une dynamique de terrain, les acteurs du territoire initient des projets. Le Président a annoncé il y a quelques mois, le déploiement à venir d'un plan d'investissement sur les outils de proximité. A quelle échéance notre contribution à la sécurité sanitaire et sécurité de santé publique sera-t-elle récompensée ? L'enjeu est là.

Dominique POTIER

En ce début de 21^{ème} siècle, notre monde a pris conscience de sa finitude, réalisant que deux choses étaient en danger : la dignité humaine et l'humanité comme écosystème.

Les JA et l'ensemble des syndicats sollicitent une politique qui prenne en compte le réel, qui respecte le consommateur en ne lui proposant pas une alimentation importée au mépris de sa santé, tout en faisant en sorte que notre modèle agricole n'insulte pas l'avenir d'un paysan au Burkina-Faso ou au Guatemala. Pour atteindre ces deux objectifs, il faut retrouver une capacité démocratique à apporter de grandes régulations.

Bruno ROGOWSKI

Dominique POTIER s'en va, mais nous n'avons pas terminé notre séquence de questions/réponses. Merci à ceux souhaitant s'exprimer de le faire brièvement, afin que nous puissions rattraper notre retard.

Romuald, futur agriculteur du sud-est marnais

L'agriculteur bio se met en place *via* de vraies filières amont aval et de la distribution spécialisée avec des enseignes nationales. Ne craignez-vous pas que d'ici quelques années, une sorte de standard soit donné à l'agriculture bio, la faisant devenir le conventionnel de 2050, puis qu'en 2050, les cartes soient rebattues et les questions d'aujourd'hui de nouveau posées ?

Alain HERBINET

Je n'ai pas de boule de cristal me permettant de lire l'avenir. Mond'Alim indique que l'agriculture biologique répond à une attente du consommateur, aujourd'hui centrée sur l'aspect sanitaire. Demain, l'attente du consommateur se concentrera vraisemblablement sur un autre enjeu.

L'agriculture bio a été créée dans un contexte dénué d'enjeu marché fort par des producteurs qui voulaient, coûte que coûte, produire de cette manière – j'admire leur confiance et leur engagement – et bien qu'elle soit devenue un réel mouvement de fond, elle devra savoir s'adapter. En tant qu'agriculteur, nous devons faire preuve d'agilité, de souplesse et ne devons pas être dogmatiques. Nous sommes d'abord une activité économique.

De la salle

S'agissant du rôle de la puissance publique et de la recherche scientifique, les OGM ont suscité des réactions intempestives. La recherche sur ce sujet a-t-elle été rétablie de manière à ce que nous sachions quels en sont les avantages et les inconvénients ?

Des études ont montré qu'en Allemagne, les exploitations porcines deviennent trop grandes, mettant en danger les eaux souterraines. La puissance publique examine-t-elle les avantages, les inconvénients, la taille au-delà de laquelle une exploitation est dangereuse ?

Bruno ROGOWSKI

Il revient au CESER et aux groupes de réflexion de remonter ce type de réflexions aux politiques régionales ou nationales. Sur le fond, je ne saurais vous répondre.

Chantal BERTHELEMY, membre du CESER, représentante de la CGT

Que pensez-vous de l'utilisation du cuivre en viticulture biologique ?

Alain HERBINET

Je ne suis pas spécialiste de la viticulture ou de l'agriculture biologique, mais je sais qu'au niveau européen, l'ambition est de diviser par deux la dose homologuée de cuivre.

Une intervenante

Il convient d'éviter toute idée préconçue sur l'agriculture biologique. Comme Monsieur l'a dit, ce n'est pas une religion. Nous utilisons, en agriculture bio, des produits de traitement naturels tels que le cuivre, utilisé sur la vigne ou sur les pommes de terre conformément à la réglementation issue du cahier de charges bio. Pour l'heure, nous ignorons par quoi le remplacer et avons besoin, en bio comme en agriculture conventionnelle, de recherche et d'innovation.

Roger GONY, Président du conservatoire d'espaces naturels de Champagne Ardenne

Monsieur le Président, la Chambre d'agriculture a dit qu'il fallait croire à la science, or « *science sans conscience n'est que ruine de l'âme* ». Pour qu'une étude soit qualifiée de « scientifique », elle doit être critiquable, ce qui implique d'avoir les moyens de la critiquer.

Que s'est-on proposé d'étudier et comment ? Quelles données a-t-on obtenu et comment seront-elles exploitées ? Sans éléments clairs sur ces points, nos conclusions peuvent être scientifiques mais également politiques, ce qui est problématique.

Vous nous avez demandé de bénir la production d'énergie par l'agriculture. Faut-il vraiment s'acharner à produire autant d'énergie que celle consommée aujourd'hui à l'échelle planétaire ? Alors que nous aurions la possibilité de faire d'importantes économies, nous n'en faisons pas.

Vous autorisez à produire de l'énergie tant qu'il s'agit d'exploiter les déchets de production, ce à quoi je souscris. Il y a trois ans, un agriculteur éleveur de moutons m'expliquait que ses moutons produits dans le nord de la Haute-Marne étaient abattus en Bretagne, découpés à Lille, pour être vendus, en partie, à Marseille. Et le jeune homme d'ajouter : « c'est dommage, on nous interdit de méthaniser notre herbe alors que les conseillers de la chambre d'agriculture m'ont expliqué qu'en le faisant, je pourrais acheter plus de maïs pour nourrir mes moutons, ce qui faciliterait mon travail ». Je n'ai pas envie que l'on produise de l'énergie comme cela. Pour travailler en confiance, il faut être sûr.

Depuis la loi agricole de 2014, j'ai très peur de l'utilisation de l'espace possible partout par l'agriculture. Tous les cinq ans, après les CDPENAF, le Préfet doit disposer d'une liste de terrains qui pourraient être mis en agriculture. Pour moi, une friche, hors friche industrielle, n'existe pas. Ce n'est jamais qu'un espace naturel en libre évolution depuis qu'elle est laissée en paix.

Certes, il faut de la culture, mais il y a déjà énormément de surface. Les surfaces agricoles se perdent, tout comme les surfaces naturelles, qui sont très mal comptées. Un agriculteur qui fait un point de méthanisation, c'est de l'espace qui diminue. Nous devons parvenir à travailler en confiance et à dresser un bilan sans passion.

Bruno ROGOWSKI

Merci à vous. Je n'ai pas pu faire intervenir Arnaud BASSERY et j'en suis désolé, mais vous l'avez dignement représenté.



René COLLIN, Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine de Wallonie et délégué à la Grande Région



Bruno ROGOWSKI

Je vous propose d'accueillir Monsieur René COLLIN, Ministre en charge de l'Agriculture, de la Nature de la Forêt, de la Ruralité, du Patrimoine, du Tourisme, du gouvernement de Wallonie-Bruxelles, notre grand témoin.

Monsieur le Ministre, vous avez un portefeuille chargé, mais à la dimension et à la vocation très cohérente. Vous avez fait le choix d'être dans une relation d'échanges pour nous livrer votre regard sur les évolutions des différents modèles et sur les leviers nécessaires à l'accompagnement des acteurs.

En introduction, peut-être pourriez-vous donner quelques chiffres-clés de cadrage sur ce que représente l'agriculture wallonne ?

René COLLIN, Ministre en charge de l'Agriculture, de la Nature de la Forêt, de la Ruralité, du Patrimoine, du Tourisme

J'ai eu le loisir d'entendre les deux tables rondes et les exposés liminaires. Je m'en réjouis, car j'ai entendu beaucoup de remarques intéressantes.

L'agriculture wallonne est extrêmement proche de celle du Grand Est, sur un territoire plus petit et une population beaucoup moins importante de 3,5 millions d'habitants. Elle compte 12 600 exploitations agricoles sur 715 000 hectares, soit 57 hectares en moyenne.

Notre agriculture est plus industrielle, avec une surface moyenne beaucoup plus petite que celle de l'agriculture belge moyenne. C'est une agriculture de type familial, dont le secteur de l'élevage bovin, avec la polyculture, représente la plus grande partie de l'activité.

Près de Bruxelles, les céréales sont très présentes, avec un secteur betteravier/pomme de terre important.

Le réchauffement climatique nous apporte la possibilité d'un secteur viticole naissant, mais qui devient de qualité et un secteur fruitier/pépiniériste en croissance. Nous avons en commun avec le Grand Est cette grande présence de la polyculture élevage.

Bruno ROGOWSKI

Votre rôle est-il similaire à celui d'un ministre de l'Agriculture français ?

René COLLIN

En tant que compétences exclusives – il n'y a pas de ministre belge du Tourisme, du Patrimoine, de la Nature –, ces responsabilités, diverses, sont exclusivement assumées par les régions, à l'exception de la politique sanitaire, demeurée nationale. Le Ministre belge de l'Agriculture, que j'assiste en Conseil européen, exprime la position de la Belgique, déterminée par les deux régions. Sans accord des deux ministres régionaux, situation rarissime, la Belgique s'abstient.

S'agissant du rôle de la puissance publique, j'appartiens aux minoritaires qui pensent que l'Europe fait une confiance aveugle aux marchés, ce qui constitue une faute politique, une faute morale à l'égard des agriculteurs. Les propositions de la Commission européenne n'abordent en aucune façon la régulation des marchés.

Souvenez-vous de l'épisode de la crise laitière en 2016. Pendant des mois, la Commission européenne a affirmé que le marché allait se rétablir, que les nouveaux débouchés et la croissance de la consommation étaient réels. Les stocks d'intervention se sont accumulés, jusqu'à ce qu'une petite régulation pour laquelle nous plaidions depuis longtemps intervienne et encourage les producteurs à réduire leur production au dernier trimestre 2016. Cela a permis de rétablir le prix du lait pour un coût public bien inférieur à celui de l'intervention. Cet épisode a prouvé qu'un minimum de régulation, quand elle est nécessaire et respecte la liberté d'exploitation en faisant confiance aux Etats, reste la moins mauvaise solution.

Bruno ROGOWSKI

Monsieur le Ministre, vous avez assisté aux deux tables rondes. Le système agricole, les pouvoirs publics wallons se posent-ils les mêmes questions ? Pour quelles solutions ont-ils opté ou imaginent-ils ?

René COLLIN

Bien sûr, nous nous posons les mêmes questions et travaillons régulièrement avec les équipes de Jean Rottner, de Pascal Gaillot, avec les chambres d'agriculture.

L'an dernier, une sécheresse en Wallonie, un gel au niveau des producteurs fruitiers ont nécessité 20 millions d'euros d'aide. Cette année encore, une intervention *via* le fonds de calamité agricole sera inévitable. Les agriculteurs se retrouveront-ils chaque année face au même problème ? Ce n'est pas possible ; la recherche doit en faire une priorité.

J'aime beaucoup cette expression de « donner un sens au territoire ». L'agriculture aura davantage de valeur économique, sera davantage respectée, appréciée et aimée si elle est accrochée à un territoire. Le fait d'affirmer, pour certains territoires, « nous avons un ADN bio car nous n'aurons jamais un volume de production suffisant pour créer des conditions concurrentielles avantageuses » a du sens. Ma région comprend plus de 12 % d'agriculture biologique, vise les 18 % en 2020, les 25 % en 2025, avec des moyens publics en termes de recherche, de promotion et d'encadrement. Dans le budget de la PAC, c'est, au niveau de l'installation des jeunes agriculteurs, la deuxième priorité.

La deuxième priorité, à mon sens, est de s'assurer la confiance du consommateur tout en procurant un revenu aux agriculteurs. Pour cela, il nous faut apporter de la valeur ajoutée aux produits en réduisant encore les

pesticides pour répondre à l'attente sociétale et parce que cela correspond au souhait des agriculteurs, à condition que nous leur donnions des alternatives. Il est également très important de travailler en filière en créant de la valeur ajoutée par davantage de transformation, tout en assurant une maîtrise du prix.

Bruno ROGOWSKI

Facteur-clé de l'évolution de l'agriculture et des agriculteurs, l'innovation est technologique, numérique, mais également commerciale avec des circuits courts, des drive fermiers. Ces dispositifs sont-ils un facteur d'évolution en Wallonie ?

René COLLIN

Sur nos 12 600 agriculteurs, 10 % sont qualifiés pour transformer et vendre leurs produits à la ferme. Continuer à développer les circuits courts est une priorité.

Nous consacrons une aide importante à la constitution des interprofessions et coopératives, dans l'idée de constituer une vraie filière, intéressante y compris en bout de la chaîne. Rien ne sert de produire sans marché existant et s'adapter au marché suppose de travailler avec l'industrie et les consommateurs *via* de vraies filières.

A cette heure, malgré la qualité des bières belges et wallonnes en particulier, nous ne disposons quasiment pas, contrairement à la Lorraine, d'orge brassicole. Nous y travaillons.

Bruno ROGOWSKI

Pourrait-il y avoir convergence de projets, par exemple en termes d'innovation numérique, entre le Grand Est et la Wallonie ?

René COLLIN

A l'époque où j'étais député de la province du Luxembourg belge, nous avons lancé, en lien avec la Lorraine, les premières promotions sur le tourisme à la ferme, la diversification, avec de très beaux succès. Nous travaillons beaucoup, à présent, avec le département des Ardennes sur la définition d'un agriculteur actif.

Je suis convaincu que les régions, particulièrement en France, ont un rôle très important à jouer dans la définition des politiques agricoles. Miser sur l'installation des jeunes, plaider pour que les chefs d'Etat et de gouvernement s'accordent sur un budget qui ne sacrifie pas l'agriculture ne se décidera qu'à Bruxelles ou à Paris, mais sur la base des convictions du terrain.

Bruno ROGOWSKI

Quels seraient les fondements d'une bonne politique agricole commune après 2020 ?

René COLLIN

Accepter, dans des négociations très peu transparentes, des quotas qui impacteront la psychologie des consommateurs et donc des marchés, c'est s'attaquer à l'avenir de l'agriculture et ne pas respecter les consommateurs. Etre cohérent vis-à-vis des traités internationaux permettra de ramener les consommateurs à nous et d'assurer à l'agriculture un avenir.

Bruno ROGOWSKI

Monsieur le Ministre, merci infiniment de votre participation à ce colloque, au nom du Président du CESER et en mon nom, ainsi qu'en celui de tous les participants. Je vous propose d'applaudir Monsieur le Ministre. Il est temps de conclure les travaux de ce colloque du CESER Grand Est en invitant à nous rejoindre Jean Rottner, Président de la Région Grand Est.

Monsieur Jean ROTTNER, Président du Conseil régional Grand Est



Monsieur le Président du CESER, cher Patrick,

Cher René, merci pour ta présence fidèle, amicale et régulière chez nous, dans le Grand Est. Nous apprenons petit à petit à nous connaître, à nous apprécier.

Je ne suis pas le technicien, l'homme d'expérience politique qu'est René Collin. Mes propos viennent du cœur, du sentiment, de la connaissance progressive qui est la mienne du milieu agricole, du milieu viticole et du milieu en charge de ces belles forêts qui peuplent notre territoire.

Cher Patrick, merci de me donner l'occasion de conclure cette journée du CESER ici à la Foire de Chalons, où, cette année, il y a une forme de densité particulière. J'ai parlé de santé au travail puis d'œnotourisme, j'ai un rendez-vous sympathique avec le Président du MEDEF, je suis à présent devant le CESER, je reviens demain matin pour œuvrer dans le milieu viticole. Ce rendez-vous de Chalons est stratégique et politique au bon sens du terme.

J'ai été invité, Cher René, à inaugurer la foire avec notre ami Xavier Bertrand, que tu connais bien, et Valérie Pécresse, que j'ai rencontrée il y a quinze jours dans un cadre plus politique que stratégique ou régional. Je lui ai dit : « Viens à Chalons, nous avons besoin de toi, de l'Ile-de-France ». S'agissant de l'agriculture, de l'innovation ou de l'Université, nous avons besoin de la puissance et de la force de l'Ile-de-France.

Le Grand Est occupe une situation idéale. Nous sommes situés entre l'Ile-de-France, le Bade Wurtemberg et la Bavière, les trois régions les plus dynamiques en termes d'innovation, de puissance universitaire, de dépôt de brevets au niveau européen. Au nord, il y a le Luxembourg, puissance financière et petit pays efficace, et la Wallonie, porte d'entrée vers la Belgique, pays imaginatif, innovant et en rupture sur de nombreuses politiques. Au sud, la Bourgogne-Franche-Comté, est intéressante du point de vue agricole. Le territoire compte différentes perspectives. Les régions de France sont parvenues au stade opérationnel de la réforme. Entrer dans l'action est agréable.

Nous avons consacré beaucoup de temps et d'énergie à accompagner ce changement et à faire la preuve que cette politique grand-régionale représentait un gain. Il y a deux ans et demi, personne n'aurait parié voir des acteurs champenois et alsaciens partager des visions dans ce domaine. Ces tribus qui se croisent et construisent, petit à petit, le fait régional, sont un atout supplémentaire.

Elus régionaux, acteurs locaux, pouvoirs locaux, avons décidé d'aller plus loin, d'œuvrer différemment et d'être dans un rapport aux acteurs et aux filières professionnelles.

Je ne suis pas spécialiste du monde agricole mais médecin de formation et j'ai, je crois, la capacité de pouvoir m'asseoir, comprendre, écouter et essayer de *progresser avec*. C'est l'état d'esprit qu'avec les élus régionaux qui m'entourent, nous essayons de déployer sur ces stratégies opérationnelles évoquées à l'instant.

Se poser à côté, être avec, venir renforcer mais pas faire à la place de, c'est ce que nous faisons dans le monde universitaire. Je me réjouis que les cinq grandes universités de notre territoire se retrouvent, travaillent ensemble, construisent une stratégie, comme nous avons plaisir à travailler avec les industriels, sans complexe. Oui, nous travaillons aujourd'hui avec EDF sur un certain nombre de dossiers majeurs : Fessenheim, Bure, la transition énergétique, l'avenir durable de nos territoires.

Avec les agriculteurs, la logique est la même, celle d'un partenariat qui s'appuie sur deux jambes : d'une part l'agriculture nourricière, traditionnelle, importante, et de l'autre côté l'innovation, dont le biopacte scellé à Chalons constitue l'acte fondateur et qui assure et assurera demain à nos agriculteurs des débouchés supplémentaires à inventer.

Sur toutes les chaînes de valeur, nous avons à changer nos systèmes de pensée pour les reporter vers une organisation en rupture avec tout ce qui a pu se faire par le passé. Aujourd'hui, si nous sommes de plus en plus prêts à assurer une bonne politique en matière de méthanisation, nos flottes de véhicules, au niveau de la Région, ne le sont pas. Nous devons parvenir à évangéliser toutes les collectivités de cette région pour qu'elles aillent vers l'utilisation de ce gaz vert.

Je nous invite collectivement à fonder notre réflexion sur la rupture et de l'innovation. Les assises de la bioéconomie ont permis à l'ensemble des acteurs de ce domaine de se retrouver et à nous, d'introduire de nouvelles manières de faire. Pascal, nous évoquons peu l'attention portée à un certain nombre de dispositifs de régulation des prix, aux crises, à assurer une présence quotidienne auprès des agriculteurs via l'aide à l'installation, tout ce qui fait pourtant notre quotidien.

Xavier Bertrand disait sa fierté d'utiliser le mot « paysan » ; il y a en effet une fierté pour nous, acteurs politiques, à défendre cette économie de proximité qui n'oppose pas. La croissance se trouve dans la ruralité, dans les bourgs-centres, dans les villes moyennes. Encore faut-il changer notre système de pensée.

Nos relations avec le gouvernement central ressemblent à une boîte wifi : les ondes passent par moments, puis coupent, puis reviennent... Je le dis aux ministres que je rencontre, au Premier Ministre lui-même : travailler avec nous est simple. A l'opposition systématique ou dogmatique, nous préférons un rapport de confiance et de construction. Maires, responsables d'intercommunalité, présidents de conseil départemental, élus départementaux ou régionaux, je suis fier des pouvoirs locaux que nous incarnons vis-à-vis du milieu rural et du milieu agricole.



Le lien avec les parlementaires est également essentiel. Je l'entretiens à travers des rencontres mensuelles à Paris. Nous devons garantir une intelligence des pouvoirs locaux qui se structure, qui se mette au service des besoins de territoire et qui en fasse le relais vers Paris pour défendre les sujets fondamentaux. C'est une manière de penser, de travailler.

S'agissant de la régulation des prix, laissons faire les professionnels en leur permettant de s'organiser en confiance. Nous avons à être des supports, des facilitateurs, mais pas à faire à leur place. Poser ces bases, c'est apporter de la clarté, de la transparence, de la force et la promesse d'un espoir de travail en commun dans la bienveillance.

Mes propos n'apportent pas nécessairement de solution concrète au sujet du jour ; ils sont une profession de foi. Etre Président de région ne signifie pas de rester dans son bureau à Strasbourg, mais d'être sur le terrain, au contact, pour comprendre et rassembler celles et ceux qui font l'énergie de cette région et que je lis souvent au fond des yeux des agriculteurs, qui sont des passionnés.

Colloque du 4 septembre 2018	Liste des participants		
AGRAFEIL	Odile	CESER Grand Est	Membre
ALBAUD	Daniel	Agriculteur	
ALBORGHETTI	Jean-Marie	UFC Que Choisir	Président marne
ANDRE	Martine	CODEV	Membre
ANDRE	Gérard		Agriculteur
ANDRIANARISOA	Bruno		adjoint au maire
ARGENTON	Fabrice	Comité régional CGT	
AUBRY	Dominique	FranceAgriMer	Chef d'antenne grandes cultures
BAEHREL	Julie	Alsace Qualité	Chargée de mission
BARAT	Joëlle	Conseil Régional Grand Est	Conseillère Regionale
BARROIS	Jean-Michel	CGT10	Membre du bureau de l'UD
BASSERY	Arnaud	Le Bloc - Pavillon du futur et Quartier Libre	Directeur Général
BECAIRE	Martine	CESER Grand Est	Chargée de mission
BECRET	Alain	SCEA	gérant
BERTHELEMY	Chantal	CESER Grand Est	Membre
BETERMIN	Audrey	Particulier	
BLAISE	Louis	CESER Grand Est	Membre
BLANCHE	Fabienne	SCEA BLANCHE ANCELET	
BLANCHE	Jacques	SCEA BLANCHE ANCELET	
BLANCKAERT	Christian	CESER Grand Est	Président GT Prospective
BLONDEAU	Alexandre	LA FERME GOURMANDE / Point de Vente Collectif "Les Sacrés Fermiers"	EXPLOITANT / Animateur communication
BLONDEAU	Marc	UNAT	Vice-Président
BLONDEL	Anne-Sophie	Conseil Régional GRAND EST	Directrice
BONENFANT	Lucien	BNI	directeur
BONNEFOY	Hervé	Platinim3D	responsable scientifique
BONNEFOY	Marie-Claire	Retraité	
BONNIN	Fabienne	Délégation Régionale à la Recherche et la Technologie Grand-est (DRRT)	DRRT adjointe
BOULANT	Michel	CESER Grand Est	Membre
BOURGOIN-OLIVE	Catherine	CESER Grand Est	Assistante du Président
BOURLON	Patrick	Conseil de développement châlons	co Président comission
BOYS	Isabelle	URCA- UFR SESG	Chargée de formation continue
BRAILLON	François	Université de Picardie - Jules Verne	Professeur agrégé
BRIDERON	Jacky	CERFRANCE Champagne Nord Est Ile de France	Directeur des Marchés
BRIET-CLEMONT	Marie-Claude	CESER Grand Est	1ère Vice-Présidente
BRIZION	Nicolas	CESER Grand Est	Chargé de mission
BRUNI	Michel	Marie de Saint Memmie	Maire adjoint
BUGUET	Béatrice	IGAS	Inspectrice générale
BÜREN	Christoph	VIVESCIA	Président
CAILLAUD	Jean-Claude		Ancienne Personnalité Extérieure du CESER
CAILLOT	Christelle	GIEE le sainfoin, une plante agroécologique	Présidente
CAPMAS	Sonia	mairie	
CARRIEU	Martine	CHALONS AGGLO	Directrice du Développement Economique et Enseignement Supérieur
CASINELLI	Richard	SEMIV VILLERUPT	Président
CELLIER	Claude	CESER Grand Est	Membre
CHAMPIGNOLLE	Philippe	CERFrance Cneidf	
CHAMPIGNY	Théo	AUDC	
CHARLES	Pierre	CESER Grand Est	Membre du CESER
CHARPENTIER	Maximin	Chambre d'Agriculture de la Marne	Président
CHARPENTIER	Jacky	CESER	Ancien membre
CHARPENTIER	Christophe	CGT	
CHATEL	Éric	FONDATION URCA	DIRECTEUR
CHAUVELOT	Yves	CESER	Ancien membre
CHONÉ	Jean-Marc	AUDC	Directeur des études
CHRETIEN	Eve	ATMO Grand Est	Ingénieur d'études
CLARET	Olivier	retraité CERFRANCE	
CLEMENT	Etienne	LPO Champagne-Ardenne - CESER GRAND EST	Président
CLEMONT	Etienne	individuel	
COCHFERT	Benoît	CERFrance Marne	Directeur de territoire
COLIN	Thierry	GRETA SUD CHAMPAGNE	Directeur

COLLIN	René	Gouvernement Wallon	Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine et délégué à la Grande Région
CUCUZZELLA	Bartolina	CESER Grand Est	Membre
DA PONT	Bénédicte	CESER Grand Est	Membre
D'ACHON	Georges	FNAUT	Membre
DAKNOU	Bernadette	CREPS de Reims	Retraîtée
DAKNOU	Gérard	CREPS de Reims	INTENDANT Retraité
DAL CIN	Patrick	CESER Grand Est	Secrétaire Général
DANIEL	Jean-Claude	Envirobat GrandEst Arcad-LQE	Président Délégué
DARTHOIS	Brice	DCF Champagne Ardenne	Président
DAVANZO	Marie-Josée	CESER Grand Est	Membre du bureau
DE COURSON	Charles	Assemblée Nationale	Député
de METZ NOBLAT	Marie	CESER Grand Est	Membre
DECOTTIGNIES	Laura	Syndicat Mixte ADEVA Pays Vitryat	Chargée de mission LEADER
DEHU	Michel	CESER Grand Est	Membre
DEJARDIN	Christian	CESER Grand Est	Membre
DELETREE	Martine	CODEV	Vice-Présidente
DELFAU	Valérie	CESER Grand Est	Chargée de mission
DEROUARD	Jean-Marie	Office de tourisme de Châlons-en-Champagne Agglo	Président
DESBROSSE	Jacky	Fédération des Chasseurs du Grand Est	Président
DESPAGNE	Bruno	DRAAF / SRAL	DRAAF / SRAL
DEVIGNE	Guillaume	CREDIT MUTUEL	Directeur
DOUCEY	Yves	CDT du PETR Pays de Langres	Président
DRAB-SOMMESOUS	Emmanuelle	ATMO Grand Est	Directrice Déléguée
DROUHOT	Fabrice	Agence de Services et de Paiement	Directeur Régional
DUCRUET	Alexandre	GRDF	Directeur Territorial
DUMENIL	Sabine	CGT	Ancien Membre
DUSSAUSSOIS	Emmanuel	CESER Grand Est	Membre
EFFA	Etienne	DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA MARNE	DIRECTEUR DEPARTEMENTAL
ERNST	Fabienne	CESER Grand Est	Chargée de mission
FARGERÉ	Jocelyne	Codev	
FASSAERT	Yannick	CESER Grand Est	Membre du bureau
FAUVEL	Bruno	CESER Grand Est	Président de Commission Environnement
FAVAUDON	Yvon	Ligue de l'Enseignement	Directeur
FAYE	Alain	Mutualité Française du Grand Est	Vice-Président
FIGNIER	Marie-José	CESER Grand Est	Membre du bureau
FISCHER	Christophe	Chambre d'Agriculture de la Haute-Marne	Président
FOISSY	Emmanuel	Crédit Agricole nord est	responsable marché agricole
FONTAINE	Jean-Marie	CERFrance CNEIDF	Président départemental Aisne
FONTAINE	Daniel	CESER Grand Est	Membre
FONTANESI	Alain	Conseil Supérieur de l'Ordre des Experts Comptables	Président de la Commission Agricole du Conseil Supérieur
FOUCARD	Jean	Terre de liens	Trésorier Grand Est
FOURNET	Laurent	CFE-CGC	Administrateur UD51 et UR Gd Est
FREYD	Jean-Louis	CESER Grand Est	Membre du bureau
FURELAUD	Jessica	PETR du Pays de châlons en champagne	Chargée de mission programme LEADER (FEADER)
GAILLOT	Pascale	Conseil régional Grand Est	Vice-Présidente Agriculture
GALLOU	Stéphane	CESER Grand Est	Documentaliste
GARNIER	Delphine	CCI Marne en champagne	Appui aux entreprises et au territoire
GARNOTEL	Anne-Valérie	SCEA de la Romagne	gérant
GATEAU	Sylvie	CESER Grand Est	Membre
GAUTHIER	Antoine	coopérative sainfolia	Stagiaire
GELLÉ	Guillaume	Université de Reims Champagne-Ardenne	Président
GENESSEAU	Valérie	CANE	
GEORGEL	Josie	Comité Régional Champagne-Ardenne	Ancien membre
GEORGEL	Martine	conseil de développement	membre
GERMAIN	Philippe	EDF	
GIN	Bertille	BASF France Division Agro	Ingénieur Conseil Environnement
GIRAULT	Philippe	CERFRANCE CNEIDF	CONSEILLER
GLOUX	Véronique	CESER Grand Est	Membre
GOBILLARD	Valérie	CESER Grand Est	Membre
GONY	Roger	Conservatoire d'espaces naturels de Champagne-Ardenne CEN-CA	Président
GOURY	Lydie	CESER Grand Est	Membre du bureau
GRAFFIEDI	Christine	CESER Grand Est	Membre du bureau

GRATZ	Dominique	Conseil régional Grand Est	Référente Filières d'Elevage et Filière Equine
GROSJEAN	Vincent		Technicien
GRÜN	Marie-Thérèse	DREAL	Chargée d'Etudes
GRUSON	Laure	CERFrance Cneidf	administratrice
GUELORGET	Miguel	Renseignement territorial Police Nationale	Chef SRT de Châlons-en-Champagne
GUERIN	Jean-Pierre	CCI MARNE	
GUERLET	Josette	CLCV	Secrétaire
GUILLAUMEE	Christiane	CERFrance	Déléguee
GUILLEMAILLE	Laurence	Lycée Privé Sainte-Maure	Enseignante
GUILLEMOT	Christophe	Mairie de Chalons	Adjoint au maire
GUILLET	Raphaël	DRAAF Grand Est	Chef de service
GUILLET	Agathe	Parc naturel régional des Vosges du Nord	chargée de mission circuits de proximité
HALTEBOURG	Patrice	Fédération des Travaux Publics du Grand Est	Président
HARAND	Cyrille	UGAP	Directeur Adjoint Nord Est
HENRY	Mathilde	Conseil régional Grand Est	
HENRY	Adeline	Région Grand est	Chargée de mission Territoires et Ruralités
HESS	Béatrice	CESER Grand Est	Membre du bureau
HERAULT	Bruno	Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation	Chef du centre d'études et de prospective
HERBINET	Alain	SCARA	Président
HORY	Jean-Claude	Intervenant en FAC de Science	
HUGUES-JOUSSAUME	Laetitia	UD CGT 10	Membre du bureau
HUREAU	Benoît	CERFRANCE Grand Est	Président
HURSON	Jean-Pierre	CDT du PETR Pays de Langres	Trésorier
INTINS	Jean-Luc	CGT UDR	Membre du CE UDR.
INTINS	Catherine	CGT UDR	Membre du CE UDR.
JACQUE	Edouard	Conseil régional Grand Est	Conseiller régional
JACQUOT	Sylvain-Loup	CESER Grand Est	Membre
JAILLANT	Louis	CERFrance CNEIDF	Trésorier adj.
JOUY	Solène	PNR de la Forêt d'Orient	Chargée de mission
JULLIEN	Martine	AGPB	responsable veille stratégique et prospectives
KECKHUT	Guy	Le Cnam en Grand Est	Directeur des relations institutionnelles et des territoires
KLEIN	Véronique	CESER Grand Est	1ère Vice-Présidente
KOULOUEH	Jamila	REGION GRAND EST AGENCE TERRITORIALE DE CHALONS	DELEGUEE TERRITORIALE FORMATION/EMPLOI
LACORRE	Jacques	UL CFE-CGC REIMS	Vice-Président
LALOUA	Jacques	collectif rural d'artistes	membre
LAMARQUE	Danièle	Cour des Comptes européenne	membre Cour des Comptes européenne
LAMBERT	Francis	Direction régionale Agence de Services et de Paiement site de Chalons en Champagne	Directeur régional délégué
LAMBOLEZ	Arnaud	CESER Grand Est	Membre
LANCELOT	Christelle	ADEME Grand Est	ingénieur
LANCIAL	Jean-Brice	SAFER GRAND-EST	Chef de Service
LANDREAT	Stéphanie	TROYES CHAMPAGNE METROPOLE	Directrice Générale Adjointe Services et équipements de proximité en milieu rural
LANGLET	Jean-Pierre	CESER Grand Est	Membre
LASSAUZAY	Didier	CGT	Ancien membre
LATTUADA	Cédric	CESER Grand Est	Chargé de mission
LATTUADA	Patrick	Comité Régional CGT CHAMPAGNE-ARDENNE	Secrétaire
LAUMONIER	Marie	VIVEA	Conseillère formation
LEBOUCQ	Bernard	agriculteur	
Le CERF	Nicolas	Chambre Agriculture Marne	Chef du Pôle Projet
LEBLANC	Hervé	BANQUE POPULAIRE BRED	DIRECTEUR SUCCURSALE DE DEVELOPPEMENT AGRI/VITI
LECLERE	Jean-Baptiste	BANQUE POPULAIRE ALSACE LORRAINE CHAMPAGNE	DIRECTEUR CENTRE AFFAIRES AGRICOLES
LEDOUX	Olivier	CERFrance cneidf	directeur de territoire
LEDOUX	Catherine	AFT Grand Est	Déléguee régionale
LEDUC	Frédéric	DRAAF Grand Est	Chargé de mission Régionale d'Animation Qualité
LEFEBVRE	Jean-Charles	CERFrance Champagne Nord Est Île-de-France	Administrateur
LEMAIRE	Philippe	CERFRANCE CNEIDF	DIRECTEUR DEPARTEMENTAL MARNE
LENNE	Jean-René	CERFRANCE CNEIDF	
LEONARD	Annabelle	L'agriculture cultive notre avenir	Agriculteurs et conseil en communication agricole
LEONARD	Gérard	Agriculteur	Gérant

LEONARD	Georges	Agriculteur	Retraité
LEPAGE	Jean-Christophe	CERFrance	agriculteur
LESONGEUR	Claude	FDCUMA 55	Président
LHUILIER	Laurent	UL CGT Châlons en champagne	Secrétaire Général
LIENART	Xavier	Lienart	
LIÉNART	Hubert	LIÉNART	
LORIETTE	Sébastien	CESER Grand Est	Membre du bureau
LUTZ	Béatrice	CESER Grand Est	Membre
MAGNIER	Lise	Assemblée Nationale	Député de la Marne
MAIRESSE	Marie-Christine	CODEV PAYS DE CHALONS	Membre et vice-présidente commission 2
MALTHET	Bruno	CESER Grand Est	Membre
MANGEART	Georges	Cristal-Union	Président d' Honneur
MANGIN	Philippe	Conseil Régional GRAND EST	Vice-Président
MARCHAL	Arnaud	CESER Grand Est	Membre
MARCHAL	Corinne	CESER Grand Est	Membre
MARCHAND	Patrice	Union Départementale CGT de l'Aube	Animateur du pôle Communication
MARIE	Serge	FAPT 08	Secrétaire General
MARION	Dominique	Nature et Avenir / Champagne Ardennes Nature et Environnement	trésorier/ chargé du développement
MARTIN	Claude	CLCV EPERNAY	Trésorière
MARTIN	Stéphane	SAFER Grand Est	Directeur Général Délégué
MASSON	Adrien	Jeune agriculteur	Jeune agriculteur
MAUWARIN	Jérémy	URCA-UFR SESG	Responsable service formation continue
MAYANCE	Christine	SYNDICAT CGT TTX CHALONS EN CHAMPAGNE	SECRETAIRE
MELIN	François	CERFRANCE CHAMPAGNE NORD EST ILE- DE-FRANCE	DIRECTEUR GENERAL ADJOINT
MENNESSON	Philippe	MSA Marne Ardennes Meuse	Président
MICHAUT	Jessica	réseau enseignement agricole public Grand Est	Chargée de mission
MODE	Franck	Chalons Agglo	Chargé d'Affaires
MOISSONNIER	Emmanuelle	CGT	Mandatée CGT régionale
MONPEURT	Alain	Union Régionale CFE-CGC GRAND-EST	Président
MONCEAU	Philippe	CERFrance neidf	
MOREAU	Eve	FREDON CHAMPAGNE ARDENNE	DIRECTRICE
MOREAU	Béatrice	CESER Grand Est	Membre
MOUROT	Luc	CESER Grand Est	1er Vice-Président
NICOLAS	Jean-Marie	CESER Grand Est	Membre du bureau
NKENG	Paul	CESER Grand Est	Membre du bureau
NOAILLON-TASSAN	Béatrice	CESER Grand Est	Assistante documentation
NOBLET	Xavier	EARL Noblet	agriculteur
NOEL	Jean-Albert	AFPA	Chargé de mission
NORL	Françoise	CERFrance	Administrateur
NOWAK	Éric	Alliance sens et économie	Directeur
OLIVIER	Michel	Village musée du Der	Président
OLLAGNIER	Bernard	France Communication Culture	Président
ORQUEVAUX	Gaëlle	CERFrance CNEIDF	Directrice de Territoire
OTREB LAURANT	Georgette	CLCV EPERNAY CONSOMMATION LOGEMENT CADRE DE VIE	Présidente
PASQUIER	Romain	GAEC PASQUIER RN	DIRIGEANT
PELLERIN	Gilles	Asentreprises	Directeur
PERCHET	Dominique	CESER Grand Est	Membre du bureau
PESTRE	Isabelle	Région grand est	Conseillère régionale
PETER OTT	Dyna	CESER Grand Est	Membre du bureau
PETERS	Muriel	CESER Grand Est	Membre
PETIT	Didier	Chambre Agriculture Haute Marne	Chef de service
PETITPRETRE	René	Association de Défense de l'Environnement	Président
PHILIBERT	Marc	CESER Grand Est	Membre du bureau
PHILIPPOT	Laurent	MAISON DE L'EMPLOI EPERNAY	Directeur
PHILIPPOTEAUX	Dominique	FDSEA 08	Président commission viande
PIERARD	Valérie	Union Locale	Secrétaire Générale
PIERSON	Pascaline	ARVALIS Institut du végétal	Ingénieur régional Lorraine
PIERSON	Sylvia	CESER Grand Est	Membre
PINATON	Alexandra	CESER Grand Est	Membre
POTIER	Dominique	Assemblée Nationale	Député de Meurthe-et-Moselle

POTIER	Gérard	Vivescia	Agriculteur
POTOCKI MALICET	Danielle	inscription individuelle	Ancien membre
POTTIEZ	Franck	CERFRANCE CNEIDF	DIRECTEUR DEPARTEMENTAL AISNE
POULOT	Aurélien	DRAAF	Chargé de mission agriculture et environnement
PREITE	Fabrice	CESER Grand Est	1er Vice-Président
PRUD'HOMME	Delphine	CERFRANCE	Assistante
PRUVOT	Jean-Luc	agriculteur	
RAFFLIN	Yves	MNH	Administrateur
RENAUDIN	Philippe	CESER Grand Est	Membre
RENAULT	Sandrine	Chambre d'agriculture de l'Aube	Secrétaire Générale
RENOUARD	Gérard	CESER Grand Est	Membre
RIBAYROL-FLESCHE	Anne	CESER Grand Est	1ère Vice-Présidente
RITZENTHALER	Brigitte	CESER Grand Est	Membre
RITZINGER	Odile	retraité	
ROBICHON	Jean-Thomas	Club i3A ARIA Champagne-Ardenne	Délégué Général
ROBIN	François	CESER Grand Est	Membre
ROBIN	Jackie	FREDON CA	Président
ROGOWSKI	Bruno		Animateur
ROGY	Catherine	DRAAF Grand Est	Directrice régionale adjointe
ROTTNER	Jean	Conseil Régional Grand Est	Président
ROUSSEAU	Michel	CERFRANCE CNEIDF	Administrateur
ROUSSEAU	Fabien	CERFRANCE CNEIDF	Délégué
ROUX	Isabelle	Conseil Régional Grand Est	ANIMATRICE DU RESEAU RURAL GRAND EST
RUDENT	Michel	CESER Grand Est	Président du Groupe de travail Prospective
SALAGNAC	ANNE	Crédit Mutuel	RESPONSABLE MARCHE AGRICOLE
SAMYN	Thomas	Élevage Samyn	
SARAIVA	Rosa	CESER Grand Est	Membre
SCHMIT	Jérôme	FERME DU BORNET	Chef d'exploitation
SCHWEITZER	Cindy	CESER Grand Est	Membre
SEIROLLE	Françoise	CESER Grand Est	Membre du bureau
SERIEIS	Vanessa	Terres&Vignes	Directrice développement
SEVER	Michèle	CESER Grand Est	Membre
STEIGER	Dominique	CESER Grand Est	Membre
TARGET	Alain	CESER Grand Est	1er Vice-Président
TASSIN	Patrick	CESER Grand Est	Président
THERET	Bruno	CESER Grand Est	Membre du bureau
THIBERT	Patrice	CODEV CHALONS	CO PRESIDENT
THILLY	Jean-Paul	CODEV de l'Agglomération et du Pays de CHALONS EN CHAMPAGNE	Membre de la Commission "Développement Economique"
TOMAS-LACOSTE	Agnès-Christine	Institut National de la Consommation	Directrice générale
TOUPENET	Jacky	CGT Grand EST	Membre Commission Economie & Industrie
TREMOLIERES	Michèle	CESER Grand Est	Membre
ULRICH	Bruno	CESER Grand Est	Membre du bureau
VAUOIS	Didier	EDF Délégation Régionale Grand Est	Délégué Régional Grand Est
VENAULT	Guy	Conservatoire espace naturel champagne Ardenne	vice-président
VERJOT	Éric	CERFRANCE Grand Est	Directeur Général
VERQUERRE	Fabienne	CESER Grand Est	Membre
VIDIE	Claire	FRAB CHAMPAGNE-ARDENNE	Chargée de mission Restauration Collective et commercialisation
VIOLIER	Christine	CESER Grand Est	Membre
WALTER	Nadia	CESER Grand Est	Membre
WEHRLE	Lucile	CESER Grand Est	Communication
WILLAIME	Virginie	CESER Grand Est	Membre du bureau
XAVIER	Elvira	CPME Marne et Ardennes	Secrétaire Générale
YON	Daniel	commune de FRIGNICOURT	Maire
ZENEVRE	Michaël	CPME Vosges et Lorraine	Président



Retrouvez toutes les infos du
CESER Grand Est sur internet :
www.ceser-grandest.fr

Suivez-nous

sur les réseaux sociaux pour ne
rien manquer de nos actualités :

 @cesergrandest

 @ceserge

Site de Châlons-en-Champagne

5, rue de Jéricho - CS70441 - 51037 Châlons-en-Champagne Cedex
Tél : 03 26 70 31 79

Site de Metz

1 Place Gabriel Hocquard - CS 81004 - 57036 Metz Cedex 01
Tél : 03 87 33 60 26

Site de Strasbourg

1 Place Adrien Zeller - BP 91006 - 67070 Strasbourg Cedex
Tél : 03 88 15 68 00